

Révolution Internationale

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

sommaire

FRANCE :	page
- grèves et syndicats	2
- imposition des plus-values	2
ITALIE : le rôle des gauchistes ..	4
JAPON : PC, relève du capital ...	4
U. R. S. S. : les grèves	8
LE FRONT POPULAIRE	3
LE TROTSKYISME (2ème partie)	5
ORGANISATION DES REVOLUTIONNAIRES	7

juillet 76 N° 27
mensuel 2ff/20fb/15fs/5\$can

L'OPIUM ELECTORAL

A l'heure où nous bouclons ce numéro de REVOLUTION INTERNATIONALE, les résultats des élections en Italie ne sont pas encore connus. D'avance cependant, une chose est claire : ces élections ne résoudront rien à l'actuel chaos italien. Dans aucun domaine.

Sur le terrain de la crise de l'appareil politique de la bourgeoisie, tout semble indiquer que ni la Démocratie Chrétienne ni le Parti Communiste ne pourront obtenir une majorité suffisante pour former un gouvernement suffisamment cohérent. Les coalitions gouvernementales continueront donc probablement à valser au gré des tourbillons que créent dans le marais du monde politique bourgeois les courants contraires engendrés par l'exacerbation des contradictions internes d'un système social en décrépitude.

Rien non plus ne sera résolu dans le domaine économique. La crise économique italienne n'est pas italienne dans ses fondements mais mondiale. La seule spécificité de la péninsule, c'est d'être l'une des premières parmi les grands à être frappée de plein fouet par la crise qui, après avoir dévasté tout le monde s'attaque au coeur même du capitalisme mondial. On aura beau bourrer les urnes de papiers colorés, cela ne changera rien au fait que les débouchés fournis par la reconstruction qui suivit la deuxième guerre mondiale sont taris, définitivement taris dans le monde entier.

Mais, surtout, ces élections ne résoudront rien au problème principal qu'affronte la bourgeoisie italienne : le maintien de "l'ordre" social.

Certes, les élections constituent un opium dont la bourgeoisie italienne sait se servir. Le vote, que gauche et gauchistes dans le monde entier se plaisent à présenter comme une grande conquête de la classe ouvrière, est en Italie obligatoire. L'abstention est considérée par la bourgeoisie comme un délit qu'il faut inscrire dans le casier judiciaire individuel, pièce indispensable pour l'obtention d'un travail. Belle illustration de la seule réalité que peut posséder la démocratie bourgeoise dans le capitalisme décadent : une arme qui -l'actuelle accalmie des luttes ouvrières en Italie l'atteste- possède encore une efficacité certaine.

Il est vrai aussi qu'en Italie comme ailleurs le capital amène à travers les élections la seule force politique capable de tenter de faire face à la montée générale des luttes ouvrières : la gauche. Ici encore, la réalité italienne est particulièrement éloquent : Agnelli, "le patron des patrons" clame à haute voix la nécessité de l'association du PC au pouvoir et le parti de Berlinguer lui répond en déclarant tout aussi ouvertement qu'il viendra au commandement de l'appareil d'Etat du capital pour "rétablir l'ordre" et faire accepter aux travailleurs les sacrifices que la sauvegarde de l'économie du capital national italien impose.

Mais, d'une part, la mystification connaît une usure d'autant plus profonde qu'elle a été utilisée depuis des décennies et que l'inefficacité de ses mécanismes éclate de plus en plus ouvertement devant le développement de la crise. D'autre part, le prolétariat italien qui sut, en 1969, se battre en dehors et contre les syndicats et leurs partis, ne sera pas un ennemi facile pour tout éventuel gouvernement de gauche : la peur d'empresser le PC à accéder au pouvoir est loin d'être étranger à la compréhension de cet avenir.

Non, les élections ne conclueront pas la crise "italienne" : elle ne fera qu'exacerber les contradictions qui la produisent.

LA GUERRE AU LIBAN:

PREMICE DE

LA SOLUTION CAPITALISTE A LA CRISE

De guerre de "religion" d'abord à guerre entre "progressistes" et "réactionnaires", la "guerre civile" au Liban apparaît pour ce qu'elle était clairement dès le début des combats entre "phalangistes" et "palestiniens" (cf. RI n°19), un conflit international qui s'est confirmé notamment par l'intervention militaire syrienne. Moment de l'affrontement entre les deux grands blocs impérialistes qui tentent de se partager le monde, les USA et l'URSS, elle est l'expression de la forme aigue que prend la crise mondiale (cf. RI n°25). Cette crise, qui provoque pour chaque Etat capitaliste la nécessité d'"exporter ou mourir", amène au point d'ébullition la caractéristique fondamentale du mode d'existence du système : la concurrence. Et ce sont les pays les moins aptes à y résister qui se jettent les premiers dans la bataille. Au fur et à mesure que la crise s'approfondit, des pays les plus faibles vers les grandes nations capitalistes, de la périphérie vers le centre, la guerre impérialiste, résultat du prolongement de la survie du capitalisme, prend corps,

s'éteint momentanément ici pour se rallumer avec plus d'ampleur ailleurs.

Au Moyen-Orient, point de friction entre les deux blocs, le conflit s'est ravivé avec d'autant plus de vigueur que les nations de la région connaissent les effets dévastateurs de la crise : endettement permanent, baisse de la production, etc. Aujourd'hui, les illusions sur le "monde arabe" ou la "nation arabe" tombent. Les heurts et les dissensions entre Etats se multiplient. Les alliances se nouent et se dénouent. La crise du "monde arabe", c'est la crise politique de la bourgeoisie, le désarroi d'une classe aux abois qui tente de résoudre ses problèmes au détriment du voisin, c'est l'ère du chacun pour soi pour chaque bourgeoisie nationale, tout cela au grand dam des stratèges en chambre de l'idéologie du capitalisme dont les analyses ne tiennent pas quelques semaines devant les orientations purement pragmatiques des gouvernants, qui donnent à la situation l'allure d'un caméléon.

(SUITE P. 4)

Les tâches présentes des révolutionnaires

Une des questions qui suscite aujourd'hui les débats les plus passionnés, parmi les révolutionnaires et ceux qui s'approchent des positions de classe, est celle de "l'intervention" ou plutôt des tâches présentes de l'organisation des révolutionnaires. L'intérêt est tel pour ce problème que des groupes ont jugé nécessaire de faire référence à "l'intervention" dans leur propre nom et d'y consacrer un point particulier de leur plateforme (cf. plateforme de "Pour une Intervention Communiste"). Mais dans les jeunes organisations révolutionnaires que la reprise générale de la lutte de classe depuis 1968 a fait surgir et qui sont coupés de l'expérience vivante des courants communistes du passé engloutis par la contre-révolution, la confusion est bien souvent à la hauteur de cet intérêt. Cette confusion, l'incapacité de résoudre ce problème, proviennent elles-mêmes de la façon abstraite sous couvert de "concret", académiste sous couvert de "pratique" dont, sous la pression des scories idéologiques du mouvement étudiant du milieu des années 60 et de toutes les mystifications aujourd'hui entretenues par les gauchistes, les questions sont elles-mêmes posées.

La compréhension des tâches présentes des révolutionnaires ne s'obtient pas d'une observation empiriste de la réalité immédiate mais bien, en premier lieu, à partir d'une assimilation de l'ensemble de l'expérience et des acquis historiques du prolétariat qui seule permet d'appréhender cette réalité afin de la transformer. C'est pour cela que la réponse du problème posé passe par l'étude de la fonction générale des révolutionnaires dans la classe, de la façon dont cette fonction générale est assumée à travers les différentes périodes et conditions historiques, et enfin, de la période actuelle et des conditions spécifiques dans lesquelles prend place la présente reprise de la lutte de classe.

la fonction générale de l'organisation des révolutionnaires

Comme pour l'ensemble des positions politiques du prolétariat, c'est à travers sa propre expérience que cette classe a pu se donner une vision claire des tâches qui incombent à sa minorité révolutionnaire. Mais, plus encore que les autres problèmes, celui-ci était lié à l'activité propre de la classe. Si, à partir du moment où la réalité était appréhendée du point de vue du prolétariat, la nature de l'exploitation pouvait se déduire du fait de subir cette exploitation, le carac-

tère contradictoire et historiquement condamné du mode de production capitaliste de l'observation des convulsions subies dès ses origines par ce système, la compréhension du problème de l'organisation et de la conscience était fondamentalement le fruit de l'expérience du développement de cette organisation et de cette conscience au cours de la lutte elle-même. C'est pour cela que des courants aussi avancés dans l'appréhension des intérêts de la classe ouvrière ou des contradictions du capitalisme comme les "égaux" et néo-babouvistes (en particulier Blanqui) ou les utopistes ont développé des positions particulièrement erronées sur cette question : les uns en comptant sur le

(SUITE P. 6)

FRANCE

LES SYNDICATS BRADENT

LA LUTTE DE CLASSE

Les occupations d'usines, les flambées soudaines de mobilisation ouvrière qui s'éteignent souvent aussi vite qu'elles ont surgi, les "actions" à répétition orchestrées par les syndicats avec le concours des partis de gauche et des gauchistes, font désormais partie du tableau quotidien de la situation sociale en France. Elles constituent la toile de fond sur laquelle s'agitent les polémiques dans l'appareil politique du capital français -l'Armée et la Défense Nationale, la Justice, la "taxation des plus-values", etc.-, thèmes mis en avant par les gérants actuels ou à venir de l'économie nationale et qui masquent la réalité de la crise.

Les impasses dans lesquelles sont fourvoyées les luttes ouvrières contre des conditions de vie et de travail qui ne cessent de se dégrader malgré les bavardages sur la "reprise", sont le prix que la classe ouvrière paie aux illusions entretenues en son sein par la gauche et les gauchistes sur la possibilité d'"acquies" à conquérir et de "solutions" race à une droite qui, quant à elle, fait de moins en moins illusion.

l'impasse

La grève de plus de cinq semaines des ouvriers métallurgistes de neuf usines de la Rochelle, celle des mineurs du Nord-Pas-de-Calais, suite d'une série ininterrompue de conflits, ont montré une fois de plus la volonté de résistance à l'austérité qui se manifeste dans toutes les branches de l'activité industrielle. Quant aux occupations d'usines, longues de plusieurs mois (Griffet, Ottawa, Atisol, Ideal-Standard, Caron-Ozane, etc.) ou de quelques semaines, elles sont désormais la réponse immédiate habituelle des ouvriers aux menaces de fermeture ou de licenciements, même dans des secteurs qui, jusqu'à présent, ne s'étaient pas ou peu mobilisés.

Cependant, ces mobilisations ouvrières ne cessent pas d'aller d'échec en échec sur les objectifs qui leur sont assignés. Comme depuis plus d'un an (à Renault, Usinor, Air France, la Solmer, la SNCF, entre autres), les grèves actuelles, mêmes longues et violentes comme à La Rochelle, se sont terminées par la reprise du travail sans obtenir la plus petite miette, ne serait-ce que pour préserver un tant soit peu un niveau de salaire face à une inflation qui galope. Aucune occupation d'usine ne s'est soldée par un réel redémarrage ou réembauchage. Si, dans le cas de Lip, il a fallu deux ans pour que les travailleurs se retrouvent devant le même problème qu'ils avaient cru résolu, c'est désormais en quelques semaines qu'à peine repartie -quand elle repart-, l'usine à nouveau licencie. Ce fut le cas à Big Chief où, après un an d'occupation, quelques semaines après la réouverture, les ouvrières ont réoccupé contre les nouveaux licenciements annoncés malgré les "promesses" qui avaient été faites.

Le plus souvent, le découragement l'emporte amenant à subir la situation.

(SUITE P. 2)

IMPOT SUR LES PLUS-VALUES: TOUJOURS LA TENDANCE AU CAPITALISME D'ETAT

Le "projet de loi sur l'imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu" a soulevé la passion des députés, rempli l'Assemblée Nationale, provoqué le dépôt de plus de 600 amendements tendant à modifier ce fameux projet (il serait difficile de ne pas le savoir, tant les journaux, la télévision et la radio en ont parlé). Les députés sont contents, ils ont "enfin l'impression de faire de la politique" (cf. Chinaud -président du groupe des Républicains Indépendants- Le Monde du 3/6/76). De quoi s'agit-il ? A l'origine certainement d'une loi tendant à freiner la spéculation par une "imposition spéciale sur les profits spéculatifs et sur les enrichissements sans cause". Il s'agirait donc d'une loi donnant le droit à l'Etat de s'approprier un certain pourcentage des bénéfices réalisés sur la revente à profit d'un certain bien déterminé (valeur immobilière, objets précieusement, actions, etc.)

De toute évidence, cette loi ne concerne en rien ceux qui n'ont que leur force de travail à vendre et un salaire pour survivre. Mais la France est un pays où la petite propriété occupe encore une place importante et cette loi (qui existe depuis longtemps dans la plupart des pays développés) touche donc une frange de la population électorale suffisamment alléchante pour que les représentants des divers partis politiques se soient sentis obligés d'assister en masse aux débats de l'Assemblée Nationale et à envahir les colonnes de la presse avec ce "passionnant problème".

C'est que la loi sur l'imposition des plus-values vise effectivement toute une couche réelle de la population française -les couches moyennes- qui se voient menacées dans leurs petits privilèges. Si l'on essaie de voir quelle est la tendance générale du capitalisme français qui se dessine à travers cette loi -par delà le jargon fiscal assez incompréhensible pour le commun des mortels- il s'avère que le problème qui agite la bourgeoisie nationale est le suivant :

Face à la crise, pour garder sa place dans le marché capitaliste mondial, la France -comme toute nation- doit accroître sa compétitivité, donc rationaliser son économie au maximum afin de pouvoir proposer ses marchan-

dises sur le marché mondial à meilleur prix que celles des pays concurrents et pouvoir vendre. Cela impose une nécessité primordiale : REDUIRE LES COUTS DE PRODUCTION. Cette réduction ne peut se faire que par les moyens classiques que permettent les lois du capitalisme :

- rendre le capital existant au niveau national aussi productif que possible : élimination des petites entreprises non rentables, concentration et modernisation des moyens de production de façon à permettre de meilleurs rendements et donc :
- un accroissement de la productivité, une extorsion accrue de la plus-value produite par le travail vivant : une surexploitation qui revient à être une réduction du coût salarial compris dans chaque marchandise ;
- une réduction de la consommation interne à la France par le prélèvement direct par l'Etat d'une partie des salaires et de toute ressource "assimilable à un revenu" : les impôts (cette réduction de la consommation se faisant au profit du réinvestissement du capital dans la production).

Toutes ces mesures, qui ne tendent que vers un seul but : la reproduction du capital, s'imposent à chaque nation avec d'autant plus de force que les marchés se rétrécissent et les concurrents sont nombreux.

Le projet de loi sur l'imposition des plus-values s'inscrit dans le cadre de ces nécessités. En effet, il vise à :

- réduire la consommation interne (étendre "l'assiette fiscale") où du capital est "gaspillé" dans l'achat de biens immobiliers, bijoux, tableaux de maître, etc. (biens qui acquièrent une plus-value pour des raisons purement spéculatives) et qui "stérilisent" ce capital (correspondant à des richesses déjà produites) dans des biens improductifs.

L'Etat va donc se donner le droit de s'approprier directement un certain pourcentage du bénéfice réalisé dans ces transactions spéculatives afin de le réinvestir dans un secteur qui profitera au capital productif national.

- décourager les investissements de

capitales dans ce genre de valeurs improductives au profit des secteurs productifs (cf Fourcade : "Les nouvelles lois mises en place favoriseront les entreprises par le fait même qu'une fois dissous l'intérêt d'investir en immeubles, bons de caisse, etc., les investissements des entreprises se trouveront favorisés").

Cette loi, qui démontre la tendance irrésistible du capitalisme en crise vers le capitalisme d'Etat, vers l'intervention de plus en plus grande de l'Etat dans l'économie nationale, a catalysé une crise au sein du gouvernement. Elle a fait éclater au grand jour les divergences d'intérêt qui existent au sein des différentes fractions de la bourgeoisie en général et au sein de "la majorité" en particulier.

Les gaullistes se sont saisis de l'occasion pour montrer leur désaccord avec le président -désaccord qui porte en fait surtout sur la politique internationale actuelle que même Giscard d'Estaing : abandon de la politique gaulliste d'"indépendance de la France" par rapport aux grandes puissances au profit d'un très net rapprochement du bloc américain- en se proclamant grands défenseurs des petits épargnants -alors que, de toute évidence, la clientèle électorale des gaullistes et des giscardiens est la même.

Les socialistes réclament une loi plus hardie et le PC se veut vrai défenseur "de la petite propriété, fruit du travail et de l'épargne" (cf Ballanger). C'est là une belle occasion pour la gauche de se présenter comme la seule relève possible et valable face à la crise de l'actuel gouvernement. En effet, si le projet de loi sur les plus-values a été présenté par le gouvernement comme une "grande réforme de justice sociale", elle n'a donné dans les faits -comme tous ses opposants se plaisent à le souligner- qu'une mesure timorée et ridicule ; c'est que la majorité au pouvoir ne peut pas se permettre de "trahir" et perdre sa clientèle électorale en votant des mesures qui risqueraient de trop entraver sa liberté de spéculer.

Du point de vue du pur intérêt capitaliste français, c'est bel et bien

la gauche qui sera plus apte à prendre les mesures de "rationalisation" du capital. Elle a pour cela deux atouts majeurs : bien qu'aussi démagogique et impuissante que la droite en ce qui concerne "la défense des petits propriétaires et du patrimoine familial", elle jouit quand-même de plus de crédibilité parce elle ne s'est pas encore "usée" au pouvoir. Aussi, étant moins liée au capital privé et à la petite propriété, elle aura les mains plus libres pour procéder aux mesures de capitalisme d'Etat requises par l'économie capitaliste en crise.

Que ce soit la droite actuelle ou la gauche au pouvoir qui assument le rôle de gestion du capital national français, la réalité de l'exploitation et de la dégradation des conditions de vie de la classe ouvrière est et sera toujours la même. Cette réalité a ses racines dans les rapports de production et les lois économiques du capitalisme qui régissent le monde entier et que seule la révolution communiste pourra détruire.

La crise que traverse à cette occasion la bourgeoisie française n'est qu'un prélude aux crises politiques de la bourgeoisie qui ne pourront que se multiplier et s'étendre avec l'approfondissement de la crise économique. Ces crises traduisent l'impossibilité croissante de la bourgeoisie à gérer le monde sur des lois économiques qui auraient dû, depuis longtemps être balayées de l'histoire.

Taly

REUNION OUVERTE DE LA SECTION DE PARIS

Comme tous les mois, samedi 12 juin, s'est tenue à Paris une réunion ouverte. Le but de cette réunion était de dégager la nature de classe du "gauchisme" et le rôle qu'il jouait dans la lutte de classe.

Le premier point qui a été précisé dans l'exposé introductif et ensuite dans la discussion est que, ceux couramment appelés aujourd'hui "gauchistes" n'ont rien à voir, de près ou de loin, avec les fractions de gauche, particulièrement allemande, hollandaise, et italienne qui se sont dégagees de l'Internationale Communiste et que Lénine qualifiait de "gauchistes". Les différentes chapelles qui vont du maoïsme au trotskysme refusent elles-mêmes ce qualificatif que leur ont attribué leurs géniteurs staliniens de la gauche officielle. Ils se revendiquent des positions que critiquaient les fractions révolutionnaires de gauche, tout particulièrement : le soutien, "critique" ou total, aux appareils d'encadrement syndicaux, aux luttes inter-impérialistes dites de "libération nationale", ainsi qu'au jeu parlementaire. Ce qui, au sortir de la première guerre mondiale, n'était encore qu'une somme d'erreurs graves dues au tout récent changement de période dont l'ensemble du mouvement révolutionnaire de l'époque n'avait pas encore tiré toutes les conséquences politiques constitue aujourd'hui après 50 années de contre-révolution un ensemble de positions anti-prolétariennes. La défense par les gauchistes d'une seule de ces positions contre-révolutionnaires suffit à les placer sur le terrain du capital. Les "gauchistes" sont à la révolution ce que les capitalistes d'Etat russe, chinois, cubain, etc. sont au communisme, c'est-à-dire, en fait, qu'ils en sont la négation la plus totale.

Bien que se disant d'accord avec ces positions, certains des participants se demandaient si, malgré tout, le gauchisme ne représentait pas un pas positif pour les ouvriers qui rompaient d'avec la gauche officielle. Il leur a été répondu que, loin de représenter "un pas positif", les gauchistes représentaient avec leur phraséologie révolutionnariste un des freins les plus radicaux à une réelle prise de conscience. Là est d'ailleurs leur rôle dans le développement actuel de la lutte de classe. Par la forme "critique" qu'ils donnent à leur soutien des différentes fractions de gauche de la bourgeoisie ainsi qu'à ses appareils d'encadrement tels que les syndicats, ils constituent une caution de "gauche" aux anciens et futurs massacreurs du prolétariat vers lesquels ils ont pour tâche de rabattre les ouvriers qui tentent de s'en dégager. Le rôle des révolutionnaires est donc de les dénoncer aussi impitoyablement que possible et non de chercher à voir si ceux-ci sont "sincères" et de "bonne volonté".

M.G.

FRANCE

LES SYNDICATS BRADENT LA LUTTE DE CLASSE

(SUITE DE LA P. 1)

les syndicats: «sonnette d'alarme» du capitalisme

On retrouve toujours les procédés habituels employés par les syndicats pour faire reprendre le travail et démobiler les ouvriers. A La Rochelle, les syndicats portent les "pétitions" demandant "l'ouverture de négociations" et fournissent au patronat la température de la combativité : "La CGT met en garde l'UIMM sur les conséquences auxquelles pourrait conduire la persistance dans une attitude négative". Le patronat est prévenu que le conflit est dur et fait intervenir les forces de l'ordre. Pour prévenir alors les réactions prévisibles des éléments combattifs, les syndicats déclenchent des débrayages de quelques heures dans les autres usines, organisent une manifestation-procession aux cris d'"Union, Action, Programme Commun", le PC vient renchérir sur la défense des "intérêts des ouvriers. Enfin, c'est l'appel à la reprise du travail avec l'inévitable promesse de poursuivre la lutte "sous d'autres formes" et, pour faire passer cette pilule amère, c'est le moment qui est choisi pour remettre aux grévistes le fruit des collectes, ce qui, bien sûr, n'a jamais lieu pendant la grève.

Dans les mines du Nord, suite à la mobilisation contre les lock-out, les syndicats ont appelé, "en attendant", à une grève de 48 heures, pendant le week-end (!), pour appeler ensuite le lundi à reprendre sous le prétexte que "les mineurs ont puissamment affirmé leur volonté d'imposer l'ouverture immédiate de négociations" et qu'"un sérieux coup de semonce donné à la direction" suffisait. Face au mécontentement qui s'est manifesté, la CFDT est venue tenter de récupérer les éléments écoeurés en "regrettant l'attitude de la CGT" mais en disant qu'"il ne faut pas briser l'unité d'action". Là encore, les noyaux durs ont été isolés. C'est la même technique qui avait été utilisée à la SNCF il y a trois mois (cf. RI n° 24).

Mais c'est surtout dans les occupations d'usines que se délectent et

qu'excellent maintenant les syndicats avec l'aide des gauchistes dans l'art de dévoyer vers un folklore insipide les énergies des ouvriers ; c'est là qu'ils donnent toute la mesure de leur rôle capitaliste d'encadrement permanent du prolétariat. La CGT organise un "rallye des bradés de Giscard" (allusion au leitmotiv du PC sur le fait que Giscard "brade" aux 25 trusts l'économie nationale) qui consiste en une caravane de camions-stands -un par entreprise occupée- qui se promène à travers la France et organise des "veillées-débats" pour "populariser les luttes". Ailleurs, ce sont les gauchistes qui tiennent des buvettes et vendent des merguez. Ici, on organise des "galas de soutien", là, des "journées portes ouvertes". Un seul objectif : montrer qui est le véritable défenseur du capital national et distraire les ouvriers de leurs problèmes. Chez Ottawa, dans l'Aisne, l'Humanité triomphe parce qu'"au bout de dix mois de lutte, l'imagination et le dynamisme ne sont pas encore taris" et tout simplement parce que le syndicat... lâche des ballons sur lesquels sont inscrites les revendications et accroche des banderoles à la cathédrale ! "Rouge", pour sa part, se réjouit que des ouvriers de Caron-Ozane fassent du tourisme dans d'autres usines et aient participé au "rassemblement de La Hague contre le nucléaire" alors que l'évacuation de l'usine par la police vient juste de mettre un terme à un an d'occupation.

Cette braderie des grèves, cette fête foraine de la lutte de classe avec ses "actions multiformes" ne visent qu'à une chose : faire accepter aux travailleurs les sacrifices qu'imposent la crise finale d'un système condamné en organisant le chômage, en subordonnant les ouvriers à la gauche du capital, en les détournant de ses seules armes de lutte :

- la conscience claire que les intérêts immédiats ne peuvent être satisfaits dans le capitalisme décadent, que seule la destruction du système capitaliste et que cette action ne peut avoir pour cadre ni l'entreprise, ni la région, ni la nation mais le monde entier ; la

conscience claire que le prolétariat est seul face à l'Etat et ne peut s'organiser que dans ses luttes et de façon autonome.

Tous les prétextes seront bons pour faire subir à la classe ouvrière les effets dévastateurs de la survie d'un système pourrissant. Même la "sécheresse" sert aujourd'hui de justification aux licenciements ! Mais l'obstacle essentiel se situe sur le terrain politique et aujourd'hui en France, c'est l'hypothèque toujours mise en avant de la venue de la gauche au pouvoir. La nécessité de mesures étatiques dans l'économie et de l'encadrement de la classe ouvrière font que, seuls les partis "de gauche", par leur programme et les illusions qu'ils colportent auprès des ouvriers, peuvent tenter de faire face à la situation. Les syndicats se préparent à poursuivre leur rôle de "négociateurs permanents" dans ce nouveau contexte. La CGT, par la voix de Séguy à la télévision, la CFDT, lors de son dernier Congrès, ont toutes deux remis de l'ordre dans cette perspective. En réaffirmant leur rôle de "défenseurs des intérêts immédiats", en annonçant le soutien aux "réformes structurelles" du futur gouvernement pour la CGT, et la défense de l'"autogestion" pour la CFDT, elles réaffirment leur vocation à maintenir les ouvriers dans le cadre de la "structure" et de la "gestion" de l'usine.

Les gauchistes voient leur rôle renforcé au sein de la CFDT, et la "mise au pas" des tendances "révolutionnaires" est la consécration par le capital de leur fonction de rabatteurs conséquents des ouvriers combattifs dans le giron de l'Etat. L'Etat capitaliste dispose d'un double "cordon sanitaire" autour de la classe ouvrière comme l'ont montré les luttes depuis cinquante ans et les expériences actuelles : le désarmement par les syndicats, puis la répression directe par les forces de l'ordre. Les syndicats, ou toute forme d'organisation permanente des travailleurs au sein de ce système, sont donc le premier obstacle à la prise de conscience et à l'organisation de la classe ouvrière.

DERRIERE LE FRONT POPULAIRE : LA GUERRE

Aujourd'hui la gauche célèbre le 40^e anniversaire du Front Populaire. Des radicaux aux gauchistes, tout le monde est d'accord, y compris certaines fractions de droite de la bourgeoisie, pour voir dans la montée de la gauche au gouvernement en 36 une grande victoire de la classe ouvrière et un signe de sa combativité dans les années 30. Face à ces campagnes mystificatrices, les révolutionnaires d'aujourd'hui comme leurs prédécesseurs de "Bilan", se doivent d'affirmer le caractère mystificateur du Front Populaire et la profondeur de la contre-révolution que marque, en fait, son accession au pouvoir.

la crise et ses conséquences

Après la 1^{ère} guerre mondiale, par le traité de Versailles, l'Allemagne se voit privée de ses maigres colonies et avec de lourdes dettes de guerre. Elle se trouve coincée au centre de l'Europe et, dès ce moment, se pose le problème qui va déterminer l'ensemble de la politique de tous les pays d'Europe durant les deux décennies qui vont suivre.

Avec la reconstruction de son économie, l'Allemagne se trouvera devant la nécessité impérieuse de trouver des débouchés pour ses marchandises et son expansion ne pourra se faire qu'à l'intérieur du cadre européen.

Dans un premier temps, l'U.R.S.S. joue la carte allemande pour lutter contre le blocus continental que lui imposent les démocraties occidentales. Lorsque les liens de l'Allemagne avec les U. S. A. se renforcent quand ceux-ci investissent et, avec le plan Dawes renflouent l'économie allemande et renforcent la reconstruction économique du "bastion" de l'occident contre le communisme, la Russie stalinienne va orienter toute sa politique étrangère pour tenter de briser cette alliance.

En effet, jusque très tardivement, d'importantes fractions de la bourgeoisie des pays occidentaux croient qu'il est possible d'éviter la guerre avec l'Allemagne en faisant quelques concessions et surtout en orientant la nécessaire expansion de l'Allemagne vers l'Est. Munich en 38 traduira encore cette incompréhension de la situation et de la guerre qui vient.

En 1933, l'arrivée d'Hitler au pouvoir va accélérer les événements et clarifier la situation. Les nécessités économiques qui poussent l'Allemagne vers la guerre vont trouver dans l'idéologie nazie leur expression politique : la remise en cause du Traité de Versailles, l'exigence d'un "espace vital" qui ne peut être que l'Europe. Tout cela va précipiter chez certaines fractions de la bourgeoisie la conviction que la guerre ne pourra être évitée et que la Russie soviétique dans ce cas serait un bon allié pour faire échec aux visées du pangermanisme. D'autant plus qu'au niveau international, la situation se clarifie : à la même période où l'Allemagne quitte la Société des Nations, l'U.R.S.S. y entre.

Le voyage de Laval en mai 1935 à Moscou va illustrer cette mise en place des pions de l'impérialisme sur l'échiquier européen avec le rapprochement franco-russe. Quelques mois plus tard, en août 35, le 7^{ème} Congrès du PC US va tirer au niveau politique les conséquences de la possibilité pour la Russie d'une alliance avec les pays occidentaux pour faire face à l'impérialisme allemand. Dimitrov désigne le nouvel ennemi qu'il faut combattre : le fascisme ; les socialistes que l'on brocardait violemment la veille deviennent une (parmi d'autres) force démocratique avec qui il faut s'allier pour vaincre l'ennemi fasciste.

Les partis staliniens dans les autres pays vont suivre dans son tournant politique leur grand frère aîné, le PC russe, se faisant ainsi les meilleurs défenseurs des intérêts impérialistes de la soi-disant "patrie du socialisme". Mais il serait faux de croire que le tournant du PC français, par exemple, ne correspond qu'au changement de la politique internationale de l'U.R.S.S. ; il correspond aux intérêts du capital national.

Le capital français se trouve confronté lui aussi à la crise économique qui est dévoilée en 1929, mais plus tardivement que d'autres pays eu égard à la part encore très importante de son agriculture (en 1930, 50 % de la population française est rurale). Des mesures d'austérité s'imposent qu'il s'agit de faire supporter aux travailleurs. Mais si la classe ouvrière est en France profondément démoralisée, qu'elle s'est épuisée dans la politique "gauchiste" des PC jusqu'en 1934 où la révolution était toujours imminente et où il fallait "des soviets partout",

elle manifeste quand même une certaine combativité et offre une résistance à la politique d'austérité comme le manifestent les événements violents de Brest et de Toulon (1).

D'autre part, le capital français doit faire face à la concurrence sur le marché mondial, concerter son économie encore très archaïque et surtout se préparer et préparer le prolétariat, face à la militarisation de l'Allemagne nazie aux conséquences qui en découlent : la guerre inéluctable.

la montée de la gauche

Le tournant politique à 180° que fait le P.C. correspond donc non seulement aux intérêts du capital russe qui tient à ce que le potentiel militaire des "démocraties occidentales" se renforce mais aussi à ceux du capital français dont la fraction de gauche de l'appareil politique est la plus consciente des échéances qui s'imposent.

La nouvelle politique du PCF va rapidement se concrétiser, à la conférence nationale d'Ivry de juin 34 où Thorez déclare : "Dans le moment actuel, le fascisme constitue le danger principal il faut concentrer contre lui toutes les forces de notre action de masse du prolétariat et gagner à cette action toutes les couches de la population laborieuse", perspective qui aboutit rapidement à la signature d'un pacte commun entre le PC et la SFIO en juillet 34.

L'antifascisme va être le thème qui va permettre de regrouper toutes les forces de la bourgeoisie "éprises de liberté" derrière le drapeau du Front Populaire, et, d'autre part, de lier les intérêts du prolétariat à ceux du capital national en constituant l'alliance de la classe ouvrière avec les travailleurs des classes moyennes" pour éviter à la France "la honte et les malheurs de la dictature fasciste", comme le déclare Thorez.

L'agitation des organisations d'extrême droite (Croix de Feu, Camelots du Roi, etc) qui va culminer avec les émeutes du 6 février 34 va permettre à la gauche de mobiliser les travailleurs au nom de l'antifascisme pour la défense de la "démocratie" et de préparer ainsi la venue de la gauche au pouvoir avec le Front Populaire.

"Le Front Populaire s'est avéré être le processus réel de la dissolution de la conscience de classe des prolétaires, l'arme destinée à maintenir dans toutes les circonstances de leur vie sociale et politique les ouvriers sur le terrain du maintien de la société bourgeoise".

BILAN N° 31 Mai-juin 36

Un programme économique s'élabore à l'instar du plan du belge De Man, comme le plan Jouhaux, mais lorsque la gauche est élue, c'est avant tout sur un programme de libertés démocratiques, il est très peu question de nationalisations. Quant à lui, le PCF développe surtout le thème des "200 familles qui gouvernent la France et bradent l'intérêt national. Dans ce sens, tout le monde en dehors de ces "capitalistes" subit la crise et est solidaire ; c'est comme ça qu'on "sauve le peuple et la nation en associant, contre une minorité infime de parasites, pour la richesse, la puissance, la prospérité et la gloire du pays, la masse anonyme des ouvriers, des paysans, des artisans, des savants, des artistes et penseurs..." (Cahiers du Bolchévisme). Le prolétariat est atomisé, dilué dans la population, alors que la gauche regroupée derrière le PC, la SFIO et le parti radical, racole son électoral qui finalement amènera, le 5 mai, la victoire du Front Populaire.

La grande vague de grève qui va suivre la venue du Front Populaire va marquer toutes les limites du mouvement ouvrier encore marqué par l'échec de la vague révolutionnaire et subissant la chape de plomb de la

contre-révolution. La vague de grèves démarre avec des occupations spontanées d'usines et témoigne malgré tout de la combativité, mais combien faible, des travailleurs. En effet, dès les premiers jours, la gauche va se servir de cette gigantesque masse à manoeuvrer pour imposer à l'ensemble de la bourgeoisie française les mesures nécessaires pour faire face à la crise.

S'il est vrai que pour la 1^{ère} fois on assista en France à des occupations d'usines, c'est aussi la 1^{ère} fois qu'on voit les ouvriers chanter à la fois l'Internationale et la Marseillaise, marcher derrière les plis du drapeau rouge mêlés à ceux du drapeau tricolore. L'appareil d'encadrement que constituent le PC et les syndicats est maître de la situation, parvenant à enfermer dans les usines les ouvriers qui se laissent bercer au son de l'accordéon, pendant que l'on règle leur sort au sommet, dans des négociations qui vont aboutir aux accords Matignon. S'il y a unité, ce n'est certainement pas celle de la classe ouvrière mais surment celle de l'encadrement de la bourgeoisie sur la classe ouvrière. Lorsque quelques récalcitrants ne comprennent pas qu'après les accords il faut reprendre le travail, l'Humanité se charge d'expliquer qu'il faut savoir terminer une grève... "qu'il ne faut pas effrayer nos amis radicaux".

La gauche a obtenu ce qu'elle voulait : elle a amené la combativité ouvrière sur le terrain stérile du nationalisme, de l'intérêt national, elle a pu utiliser cette vague de grèves comme moyen de pression sur les forces les plus rétrogrades de la bourgeoisie en imposant les mesures nécessaires à la sauvegarde du capital national tout en faisant passer tout cela pour une victoire de la classe ouvrière.

"La bourgeoisie est obligée de recourir au Front Populaire pour canaliser à son profit une explosion inévitable de la lutte des classes et elle ne peut le faire que dans la mesure où le Front Populaire apparaît comme une émanation de la classe ouvrière et non comme la force capitaliste qui a dissous le prolétariat pour le mobiliser pour la guerre".

BILAN N° 32 Juin-juillet 36

L'accord Matignon célébré par la CGT comme une "victoire sur la misère", qui de nos jours encore passe pour un modèle de "réforme sociale" est la carotte que l'on vend aux ouvriers. Mais qu'en est-il exactement ? Les augmentations salariales vont être rognées par l'inflation quelques mois plus tard, les 40 heures seront remises en cause par Blum lui-même un an après et complètement oubliées lorsque la machine économique sera relancée après la guerre, la reconnaissance des délégués syndicaux, les conventions collectives, cela ne représente en fait que le perfectionnement de l'encadrement syndical que subit la classe ouvrière. Si on assiste à une victoire, c'est à celle sinistre du capital qui prépare la seule solution pour résoudre la crise : la guerre impérialiste.

la gauche prépare la guerre

S'il est une tâche pour laquelle le capital français doit être bien redevable au Front Populaire, c'est bien celle d'avoir préparé la guerre. Ceci de deux manières :

- en lançant un programme de réarmement qui passe par la nationalisation des industries de guerre et sur lequel Blum déclarera lors du procès de Riom "J'ai déposé un grand projet fiscal... qui vise à tendre toutes les forces de la nation vers le réarmement et qui fait de cet effort de réarmement intensif la condition même, l'élément même d'un démarrage industriel et économique définitif. Il sort résolument de l'économie libérale : il se place sur le plan d'une économie de guerre". En effet, la gauche est consciente de la guerre qui vient, c'est elle qui a poussé à l'entente franco-russe, qui dénonce le plus violemment les tendances munichaises dans la bourgeoisie française. Les "solutions" qu'elle apporte à la crise ne sont pas différentes de celles de l'Allemagne fasciste, de l'Amérique du New Deal ou de la Russie stalinienne : développement du secteur improductif des industries d'armement. Quel que soit le masque derrière lequel se cache le capital, les mesures économiques mises en place sont les mêmes :

- en amenant la classe ouvrière sur le pire terrain pour elle, celui de sa défaite et de son écrasement : le nationalisme. Avec l'hystérie patriotarde que développe la gauche au travers de l'anti-fascisme, le prolétariat est amené à défendre une fraction de la bourgeoisie contre une autre : la démocrate contre la fasciste, un Etat contre un autre : la France contre l'Allemagne. Le P.C.F. déclare : "L'heure est venue de réaliser effectivement l'armement général du peuple, de réaliser les réformes profondes qui assureront une puissance décuplée des moyens militaires et techniques du pays. L'armée du peuple, l'armée des ouvriers et des paysans bien encadrés, bien instruits, bien conduits par des officiers fidèles à la République". C'est au nom de cet "idéal" que les "communistes" vont célébrer Jeanne D'Arc, "grande libératrice de la France", que le PC appelle à un Front Français et reprend à son compte le mot d'ordre qui fut celui de l'extrême droite quelques années auparavant : "La France aux Français !". C'est sous le prétexte de défendre les libertés démocratiques menacées par le fascisme que l'on amène les prolétaires à accepter les sacrifices nécessaires à la santé du capital français et finalement à accepter le sacrifice de leur vie dans la boucherie de la 2^{ème} guerre mondiale.

Dans cette tâche de bourreau, le Front Populaire va trouver des alliés efficaces chez ses critiques de gauche : Pivertistes, Trotskyistes ou Anarchistes. Ceux-ci vont jouer le rôle de rabatteurs des éléments les plus combattifs de la classe et constamment se posent comme "plus radicaux", mais ce sera en fait plus "radicaux" dans la mystification de la classe ouvrière. Les Jeunesses Socialistes de la Seine où les trotskystes tels Craipeau et Roux font de l'entrisme, sont les premiers à préconiser et organiser des milices antifascistes, les amis de Pivert qui se regroupent au sein du P.S.O.P. seront les plus virulents pour critiquer la "lâcheté" de Munich. Tous sont unanimes pour défendre la République espagnole au côté des anti-fascistes et tous participeront plus tard au carnage inter-impérialiste au sein de la résistance. Tous ont donné leur obole à la défense du capital national, ils ont bien mérité de la patrie !

Aujourd'hui, les dignes successeurs des Jouhaux, Thorez, Cachin, Blum et autres Pivert, s'accordent tous pour tirer un bilan positif de l'expérience du Front Populaire. Mais, si bilan positif il y a, ce n'est certainement pas pour le prolétariat mais bien celui tiré pour la classe bourgeoise et tous ceux qui le trouvent aujourd'hui positif dénoncent ainsi leur appartenance de classe.

Avec le retour de la crise économique mondiale du capital, avec la perspective de la venue au pouvoir des signataires du Programme Commun, la bourgeoisie se retourne avec un intérêt croissant sur l'expérience probante que constitue pour elle le Front Populaire, et en tire les leçons. On peut voir un Marchais retrouver les accents de son modèle Thorez pour substituer au poing fermé la "main tendue aux catholiques, paysans, etc..." on retrouve les mêmes gauchistes pour donner les mêmes leçons et apporter leur même obole "critique" à la défense du capital national.

1936 marque pour la classe ouvrière la période la plus noire de la contre-révolution où les pires défaites de la classe ouvrière lui étaient présentées comme des victoires, où face à un prolétariat subissant encore le contre-coup de l'écrasement de la vague révolutionnaire qui commença en 1917, la bourgeoisie a pu imposer quasiment sans coup férir, dans les années 30, sa "solution" à la crise : la guerre.

La crise qui débute dans les années 1960 et que marque l'éruption ouvrière de 1968 ouvre une période radicalement différente où le réveil de la classe révolutionnaire après 50 ans d'écrasement, ouvre à l'humanité la perspective révolutionnaire : socialisme ou barbarie, guerre ou révolution. Le cours n'est pas à la guerre comme en 36, mais à l'affrontement révolutionnaire.

J. J. NOTES

(1) Evénements durant lesquels les ouvriers des arsenaux se retrouvent dans la rue et affrontent la police pour défendre leur emploi débordant l'appareil syndical qui les incite à la sagesse.

LA GUERRE AU LIBAN...

(SUITE DE LA P. 1)

L'idéologie soigneusement entretenue pour les besoins de la domination implacable de l'Etat capitaliste à l'intérieur de ses frontières, ne résiste pas à la poussée de la défense des intérêts économiques exaspérés par la crise. Aujourd'hui, c'est l'Arabie saoudite qui propose à la Syrie de lui vendre à moitié prix son pétrole et de la renflouer et la Lybie vient renchérir sur cette même proposition. L'Egypte et la Syrie, "frères" de combat contre le "sionisme" s'investissent par dessus Israël, chacun revendiquant pour soi le leadership du "monde arabe", puis se réconcilient. La rupture est consommée entre le parti baas irakien et le baas syrien qui pour sa part se promet d'en découdre avec les "crétins de Bagdad". La défense du capital national prime partout sur toute autre considération d'ordre philosophique, religieux ou moral. Ainsi, c'est en jugeant de ses seuls intérêts que la Syrie a pris en charge la tentative d'un nouveau "septembre noir" (1) au Liban en jetant aux orties sa défroque de défenseur privilégié de la cause palestinienne.

Mais ces multiples rebondissements ne sont que l'aspect événementiel d'une situation qui obéit à la logique implacable du capitalisme décadent à l'échelle de la planète : l'impérialisme. Tous les Etats sont de nos jours impérialistes des plus petits aux plus puissants, mais ces derniers permettent aux autres une marge de manoeuvre qui a pour limites leurs intérêts. La Syrie n'a fait que se plier aux exigences du bloc américain qui a pu lui faire miroiter plus de possibilités pour ses intérêts que l'allégeance au bloc russe. Cela confirme la tendance déjà dégagée avec l'Egypte du renforcement de l'influence occidentale au détriment de celle de l'URSS, la Syrie vient de dégager ses armées du front israélien du Golan pour les envoyer à la frontière irakienne. Le Yémen du Nord vient récemment de casser les contrats d'armement qui le liait à l'URSS pour être désormais armé par les USA et financé par l'Arabie saoudite. Tout ne se passe pas sans heurts et la bourgeoisie nationale peut se diviser sur le choix de son camp comme en témoignent les réactions au sein de l'armée syrienne, la mutinerie et la répression féroce de soldats et même d'un régiment mais seul le cadre international permet de comprendre ces événements.

Le seul appui sur lequel l'URSS peut encore compter dans la région est l'Irak mais l'abcès essentiel que la domination américaine n'a pas totalement vidé pour renforcer sa position, réside dans la "résistance palestinienne", fer de lance de la "gauche libanaise" et dernier appoint stratégique important qui contrecarre encore les "petits pas" de Kissinger. C'est à cette tâche que s'est adonnée la Syrie moyennant une part du gâteau. Quant aux "palestiniens" divisés en de nombreuses tendances, déjà certaines de ses fractions, même au sein de l'OLP, prennent conscience du caractère désespéré et jusqu'aboutiste de leur engagement aux côtés de l'impérialisme russe. Arafat, qui sait depuis sa prestation à l'ONU, que la porte du bloc occidental est entrouverte, fait actuellement la tournée des Emirats du Golfe Persique, fort probablement pour essayer de négocier l'alignement de l'organisation qu'il dirige ou d'une partie sur la poussée du bloc américain.

Le Moyen-Orient n'est que le champ de bataille d'un conflit qui a le monde entier pour théâtre et les massacres du Liban ne sont que les combats d'éclaireurs qui annoncent, si le prolétariat ne fait pas triompher sa perspective révolutionnaire, la troisième guerre mondiale.

M. G.

NOTE :
(1) En 1970, Hussein de Jordanie élimina physiquement les palestiniens dupays en bombardant les camps de réfugiés de la périphérie d'Amman.



JAPON

LE P.C. JAPONAIS RELEVE DE GAUCHE DU CAPITAL

"Abandon de la dictature du prolétariat" ; "gouvernement de gauche de salut public", le PC japonais se met au diapason de ses congénères d'Europe occidentale. Fort de 200 000 adhérents et de 10,4 % des sièges de la Diète, le PC japonais se prépare aux élections de l'automne prochain. Après avoir connu une ère de prospérité au temps de Mac Arthur, avant la guerre froide, quand il avait le contrôle de la centrale syndicale Sohyo et la tâche de faire reconstruire dans la paix sociale le Japon complètement détruit, le PC se retrouva dans l'opposition. Mais, peu à peu, avec le début de la crise, il s'évertua de donner à sa bourgeoisie, comme fraction de celle-ci, toutes les garanties d'un parti respectant à la fois le jeu parlementaire et l'équilibre des blocs.

Dès 1965, le PC japonais se fait le plus chaud partisan du retour des îles Kouriles annexées par l'URSS en 1945, à la "mère patrie", cherchant à se rapprocher de la crise et à prendre de plus en plus ses distances avec Moscou. Dès février 1973, le PC japonais propose la tenue d'une réunion commune des trois présidents des partis communiste, socialiste et komei (bouddhiste) pour préparer la formation d'un "Front Uni". Reconnaisant le jeu parlementaire et mettant à son Congrès de 1973 à l'ordre du jour "un gouvernement de coalition démocratique", siège depuis les élections législatives de 1972 au Comité de directeurs chargé de superviser les délégués de la Diète.

Aujourd'hui, le "parti libéral démocrate" de Miki, usé par 30 ans de gouvernement et le scandale Lockheed, sur lequel la presse japonaise fait à l'heure actuelle grand tapage, se révèle de moins en moins apte à diriger l'Etat dans une situation de crise et d'essor de la lutte de classe. Avec un million et plus de chômeurs, une grève récente de plusieurs millions d'ouvriers dans la métallurgie, chez les dockers et les cheminots, la troisième puissance économique du monde essaie de trouver de nouvelles forces politiques en dehors du parti libéral démocrate.

La force dominante de la gauche demeure encore aujourd'hui le PS japonais fort de 12 millions d'électeurs et de son emprise sur les syndicats. Mais, implanté dans le Sohyo, en dehors des syndicats de cheminots et de fonctionnaires, le PC japonais a moins d'emprise sur la classe ouvrière ; mais parce qu'il est moins lié que le PS aux intérêts particuliers de la bourgeoisie japonaise, il est le plus apte à faire passer le moment venu les inévitables mesures de capitalisme d'Etat que l'aggravation de la crise imposera de plus en plus. Comme le montre son récent développement, qui en fait le parti bour-

LUTTE ECONOMIQUE ET LUTTE POLITIQUE

"La lutte économique est l'élément qui conduit perpétuellement d'un noeud politique à l'autre, la lutte politique est la fécondation périodique du terrain pour la lutte économique. Cause et effet permutent à tous instants de place, et ainsi l'élément économique et l'élément politique, dans la période de grève en masse, bien éloigné de se distinguer nettement ou même de s'exclure comme le veut le pédantisme schématique, ne constituent, au contraire, que deux faces entre-mêlées de la lutte de classe prolétarienne..."

"Dans le fait, nous voyons... que presque toute grève en masse aboutit, en fin dernière, à une rencontre avec les gardiens armés de l'ordre... en cela, les grèves dites politiques sont absolument pareilles aux plus grandes luttes économiques..."

"L'ouvrier secoué par le choc électrique d'une action politique, s'attaque avant tout, dans le premier moment, à ce qui est le plus près de lui : la défense contre l'esclavage économique : le geste de l'ouragan de la bataille politique lui fait tout à coup sentir, avec une intensité imprévue, le poids et la pression des chaînes économiques."

"En réalité, ce n'est pas la grève en masse qui produit la révolution, c'est la révolution qui produit la grève en masse."

ROSA LUXEMBOURG
(Grève de masse, parti et syndicats)

geois le plus nombreux numériquement, il est le plus apte à renforcer l'encaissement de la classe ouvrière par toutes les mystifications à "coloration ouvrière" et "anti-capitaliste" qu'il véhicule quand celle-ci va radicaliser ses luttes. En cela, le PC japonais est beaucoup plus proche du PC italien. Dans un gouvernement de gauche, il ne pourra pas jouer un premier rôle comme le parti de Berlinguer ; c'est pourquoi il préconise un gouvernement de "front uni de la gauche" et non un "gouvernement d'unité nationale".

Pour le moment, cependant, compte tenu du poids encore prépondérant du PS au sein de la classe ouvrière et du fait que, jusqu'à présent, c'est la droite qui a gouverné, la participation directe du PC japonais au gouvernement n'est pas encore à l'ordre du jour. A l'heure actuelle, la relève de gauche d'un capital japonais sur lequel déferle violemment la crise mondiale passe par des solutions plus "modérées" dans lesquelles le PS sera appelé à jouer un rôle primordial. C'est pour cela que, malgré les préparatifs signalés plus haut du PC japonais pour se présenter de plus en plus au reste de la bourgeoisie comme parti "démocratique" et "national", il n'est pas encore allé (contrairement au PCI qui est aux portes du pouvoir) jusqu'au bout de son "tournant" actuel vers une politique parfaitement conforme à celle des besoins de son capital national indéfectiblement attaché au bloc américain. De fait, il demeure encore trop lié à Moscou, au goût de la bourgeoisie japonaise et américaine. Comme le montre la déclaration faite par son président Miyamoto lors de l'audience que lui a accordée Miki et dans laquelle il faisait part de son hostilité à la prise de position signée par le PS et le PC chinois contre l'hégémonie des deux superpuissances les Etats-Unis et l'URSS". Même s'il a expulsé depuis quelques années les staliens inconditionnels regroupés aujourd'hui dans la "Voix du Japon" de

Shiga Yoshio, il demeure encore trop hostile en politique étrangère au traité de sécurité nippo-américain par exemple lorsqu'il condamne : "les chinois (qui) approuvent de la tête le traité de sécurité nippo-américain et se gardent de prendre une attitude claire et nette vis-à-vis de l'hégémonie des Etats-Unis" (Akahata, 26-5-75) et demande l'abrogation du traité.

Cependant, la réception du PC par le gouvernement est en tout cas significative du poids appelé à prendre par le parti communiste japonais dans la défense de son capital national. En Europe comme dans l'Empire du Soleil Levant, le capitalisme, en affrontant la crise, tente de survivre en préparant la venue de la gauche au pouvoir. Dans cette mesure, le PC japonais, parce qu'il est moins lié au jeu parlementaire classique et parce qu'il ne peut se présenter comme la force dominante de l'Union Sacrée de toutes les forces de la bourgeoisie contre le prolétariat, constituera un ennemi plus pernicieux, plus apte à mystifier le prolétariat japonais sur lequel il n'a cessé ces dernières années d'étendre son influence dans les grèves et dans les syndicats. En étendant son influence sur la classe ouvrière japonaise, la plus concentrée du monde, et en coupant encore plus ses liens avec l'URSS, le PC japonais se présentera demain comme le plus solide et le plus efficace défenseur du capital japonais.

La venue de la gauche au pouvoir n'est donc pas un phénomène local ; de l'Orient à l'Occident, elle s'inscrit dans une tendance générale du capital à mieux encadrer les ouvriers et à mieux leur faire accepter les "sacrifices nécessaires". Dans ce sens, l'évolution du PC japonais et sa préparation à des "responsabilités gouvernementales" ne sont pas des variantes "exotiques" ; elles sont la même expression du même phénomène international.

CHARDIN

ITALIE

LA «DEMOCRAZIA PROLETARIA» MONTRE LA NATURE DE TOUT LE GAUCHISME

C'est en Italie, là où la crise du capital est la plus profonde que le jeu des forces extrêmes de la bourgeoisie, les gauchistes, se présente sous son jour le plus cru. Dans le pays où le gauchisme est le plus puissant, le plus développé, les différents partis "extraparlementaires" posent déjà leur candidature à la gestion de la crise sous la forme d'un "programme de gouvernement". L'Italie montre, sous la forme la plus claire, le rôle et la fonction du gauchisme partout dans le monde, comme partie intégrante de l'appareil politique du capital.

Avec l'aggravation de la crise, un an après s'être présentée aux "Municipales" la "Democrazia proletaria" récidive. Composée du PDUP et d'Avanguardia Operaia, elle élargit son front jusqu'aux gauchistes plus "radicaux" de Lotta Continua, nés en 1969 en pleine lutte des ouvriers italiens, et bénéficie cette fois du soutien actif de la section italienne de la IVème Internationale trotskyste.

Ceux que l'on appelle "extraparlementaires" en Italie ne le sont encore que dans le sens où leur "opposition" ne se manifeste pas encore dans la bonne vieille arène parlementaire. Les "extraparlementaires" ne purent mener jusqu'ici leur bienveillante critique du Parlement qu'en dehors de celui-ci.

Force politique bourgeoise consacrée par les élections de juin 75 avec des pointes de 2-3 %, les gauchistes de la "Democrazia proletaria" se préparent à aller au parlement ; après avoir obtenu des postes de conseillers municipaux dans les grandes villes, ils se préparent à exercer leur "soutien critique" aux "camarades ministres" du PCI à la "base" comme dans les sommets de l'appareil politique du capital : au parlement, avant d'obtenir un strapontin dans un sous-secrétariat ministériel.

La "Democrazia proletaria" en Italie montre crûment le visage universel du gauchisme dans le monde. Leur programme

bourgeois de toujours se présente aujourd'hui, sans ambages, non plus avec une coloration ouvrière mais comme un "programme de gouvernement". Le "programme" des gauchistes aujourd'hui, partout dans le monde, et là où ils ont une influence, est couvert sous un langage "radical" de critique aux partis dits "opportunistes" ou "réformistes" : faire accepter les sacrifices de la crise aux ouvriers qui ont commencé à se dégager de l'influence des PC ou des PS. Leur programme "tactique" d'alliances à conduire avec les partis de gauche, c'est encore, aujourd'hui, comment former un bloc sans faille de toutes les forces de la contre-révolution liguées contre le prolétariat au nom de la lutte contre la "Democrazia proletaria" ou la droite en général.

Le gauchisme en Italie est une vivante leçon de choses pour le prolétariat : les jeteurs de pavés d'hiver, les "radicaux" de l'action exemplaire ou terroriste, achèvent leur cycle d'opposants "extraparlementaires". Chien de garde des chiens de garde de la bourgeoisie, le gauchisme parlementaire mettra sans doute un peu plus de dignité bourgeoise pour remplir sa fonction ; sa critique des "réformistes" deviendra sans doute plus larmoyante, pour tenter de consoler les ouvriers des mesures les plus antiprolétariennes qui seront prises par la gauche.

Le prolétariat doit prendre conscience que c'est une très large chaîne des forces contre-révolutionnaires qu'il devra briser s'il veut vaincre son ennemi mortel ; depuis la droite jusqu'aux maillons les plus résistants des gauches et gauchistes. Toute illusion sur ses ennemis les plus tenaces, les mieux camouflés, risque d'en faire demain la proie de la contre-révolution. Alors, les "gauchistes" dans la curée générale sur le corps du prolétariat se montreraient les chiens sanglants les plus féroces engendrés par le capitalisme décadent.

CHARDIN

LE TROTSKYSME FILS DE LA CONTRE-REVOLUTION

Dans le premier article consacré au trotskysme, nous avons vu comment, dès les premiers signes de reflux de la vague révolutionnaire des années 20, l'Internationale Communiste a été amenée à reprendre à son compte les vieilles tactiques de la social-démocratie rendues désormais caduques par l'entrée du capitalisme dans sa phase de décadence, contribuant ainsi de manière active au reflux du mouvement prolétarien.

Dans ce même article, nous avons montré comment l'"Opposition de Gauche" russe qui se constitue à un moment tardif du processus de dégénérescence de l'IC, est restée prisonnière des conceptions erronées de celle-ci et de ses propres illusions sur la nature de l'Etat en Russie, s'interdisant tout combat véritable contre le stalinisme naissant. Il s'agit, dans l'article que nous publions aujourd'hui de voir comment l'"Opposition de Gauche" qui commence à se constituer au niveau international dans les années 30 est amenée à donner corps en 1938 à une organisation bourgeoise, la IVème Internationale, qui va mobiliser ses faibles forces pour entraîner les prolétaires dans la deuxième boucherie impérialiste mondiale.

I. "Opposition de Gauche Internationale"

Alors que les fractions communistes de gauche, qui avaient dès les années 19-21 combattu le retour aux tactiques social-démocrates dans l'Internationale Communiste sont déjà sorties de celle-ci, commencent à apparaître dans différents partis communistes des tendances et individus qui manifestent leur opposition à la politique de plus en plus ouvertement contre-révolutionnaire de ces derniers. Malgré un échange de correspondance entre certaines de ces tendances et des membres de l'"Opposition de Gauche" en Russie, aucun lien solide ne parvient à se créer entre eux. A partir de 1929 cependant, alors que les membres de l'"Opposition de Gauche" se retrouvent pourchassés et assassinés par les stalinien, commence à se constituer autour et sous l'impulsion de Trotsky exilé un regroupement de ces tendances et individus qui prend le nom d'"Opposition de Gauche Internationale". Celle-ci constitue à plus d'un titre le prolongement de ce qu'avait représenté la constitution et la lutte de l'Opposition de Gauche en Russie. Non seulement elle reprend les conceptions de cette dernière et se réclame à son tour des quatre premiers Congrès de l'IC mais renoue également avec le manoeuvrisme qui avait présidé à la constitution et la lutte de l'"Opposition de Gauche russe".

En fait, regroupement sans principes de tous ceux qui font une critique de "gauche" du stalinisme, elle s'interdit toute clarification politique véritable en son sein et laisse à Trotsky en qui elle voit le symbole vivant de la Révolution d'Octobre la tâche de s'en faire le porte-parole et le "théoricien" et s'avère rapidement incapable dans ces conditions de résister aux effets de la contre-révolution qui se développe sur la base de la défaite du prolétariat mondial.

la contre-révolution

La défaite du prolétariat mondial que les nouveaux échecs en Allemagne en 23, en Chine en 26-27, sont venus sanctionner, loin de marquer un recul momentané du mouvement prolétarien ouvre en fait la période de contre-révolution la plus longue et la plus profonde que la classe ouvrière n'ait jamais connue dans son histoire.

En effet, démolisée par ses échecs successifs, à nouveau atomisée et soumise à l'idéologie bourgeoise, la classe ouvrière s'avère incapable de s'opposer au cours vers la guerre dans lequel s'engage à nouveau le système capitaliste rongé par ses contradictions désormais insurmontables. Partout, où, confrontée à la misère que lui impose le capital en crise, elle tente de résister en luttant, elle se heurte non plus seulement aux partis social-démocrates qui se sont illustrés tout au long de la vague révolutionnaire des années 20 comme les chiens de garde du capital, mais désormais aux partis "communistes" qui, passés corps et âme dans le camp du capital, assument leur fonction de dévoiement des luttes qu'elle engage et d'embrigadement de ses éléments dans la deuxième boucherie impérialiste.

Dans ce contexte général de contre-révolution qui s'accompagne d'un profond recul de la lutte et de la conscience de la classe ouvrière, il devient de plus en plus difficile pour les fractions et tendances qui se réclament de sa lutte, de résister à la pénétration des idées bourgeoises en leur sein, de lutter à contre-courant pour maintenir et développer les acquis du mouvement révolutionnaire passé. D'autant que, contrairement à la contre-révolution qui suit la défaite de la Commune de Paris et qui ne laisse aucune illusion sur la nature de classe des Versaillais, la contre-révolution qui s'instaure alors, non seulement le fait en laissant derrière des centaines

de milliers de cadavres de prolétaires, mais également dans la mesure où elle se développe à travers le lent processus de dégénérescence de l'IC et de la révolution russe, en favorisant toutes les illusions de la classe ouvrière sur la nature de classe de l'Etat russe et des partis communistes qui, en se réclamant d'Octobre 17 vont justifier à ses yeux leur politique au service du capital.

L'"Opposition de Gauche Internationale" chez qui de telles illusions vont continuer à persister, se constitue en plein dans ce cours général à la contre-révolution et reprend, sans les critiquer, à la fois les erreurs de l'IC qui ont contribué activement au reflux de la vague révolutionnaire des années 20 et les conceptions fausses qui ont conduit la lutte de l'"Opposition de Gauche" russe à l'impasse incapables de résister aux effets de la contre-révolution.

De 1929 à 1933, elle se conçoit et agit comme "opposition loyale à la politique de l'IC" qu'elle tente de redresser de l'intérieur alors que l'adoption par celle-ci de la théorie du socialisme dans un seul pays est venu confirmer sa mort comme organe prolétarien et le passage de ses partis dans le camp du capital. A partir de 33, bien que "compréhendant" enfin la fonction contre-révolutionnaire de ces partis et s'orientant vers la constitution d'organisations distinctes des PC, elle continue à les considérer comme "ouvriers" et à agir en conséquence, développant jusqu'à l'absurde les conceptions fausses qui avaient présidé à sa constitution et qui s'avèrent de plus en plus clairement être des justifications de "gauche" de la contre-révolution triomphante.

Trotsky et le trotskysme

Tout au long de la période qui précède la tenue du Congrès de fondation de la IVème Internationale en 38, compte tenu de l'hétérogénéité de l'"Opposition de Gauche", c'est Trotsky lui-même qui élabore à partir des erreurs de l'IC et des conceptions de l'Opposition de Gauche révolutionnaire les tactiques et orientations qui, aujourd'hui encore, à quelques différences d'interprétation près, servent de fondement à l'activité contre-révolutionnaire des groupes trotskystes au sein de la classe ouvrière et qui se trouvent sous leur forme achevée dans le programme de transition.

C'est, en fait, vers 1936, période des fronts populaires dont la fonction est de préparer le prolétariat à la guerre, que ces tactiques et ces orientations apparaissent sans possibilité d'erreur comme autant de positions contre-révolutionnaires. Toutes, en effet, s'inscrivent dans l'effort des partis du capital pour embrigader le prolétariat derrière le drapeau national, c'est-à-dire correspondent à l'abandon du principe fondamental du mouvement ouvrier, l'internationalisme prolétarien, qui, à l'époque de la décadence du capitalisme, celle des "crises, guerres et révolutions", plus encore que par le passé, où le prolétariat pouvait développer sa lutte pour des réformes au sein des frontières nationales, constitue le critère décisif de l'appartenance au camp du prolétariat.

"état ouvrier dégénéré" et défense de l'URSS

Incapable de se dégager des conceptions qui avaient conduit l'"Opposition de Gauche" en Russie à l'impasse, Trotsky assimilant mesure de nationalisation de la production, c'est-à-dire passage de la propriété individuelle des moyens de production à la propriété d'Etat, à des mesures "socialistes", se situe sur le même terrain que les stalinien qui justifient le maintien et l'intensification de l'exploitation de la classe ouvrière au nom de la "théorie du socialisme dans un seul pays". En effet, tout en condamnant cette théorie comme

bourgeoise, Trotsky est amené à reconnaître implicitement la possibilité que soit détruite au moins en partie, dans le cadre des frontières nationales, la loi de la valeur, c'est-à-dire la production pour l'échange, l'extorsion et l'accumulation de la plus-value à travers le salariat, la séparation des producteurs d'avec les moyens de production.

Incapable de reconnaître dans la bureaucratie qui se développe en URSS, l'ennemi héréditaire du prolétariat qui renaît sous une autre forme sur la base des rapports de production capitalistes qui demeurent, et pour cause, même après la prise du pouvoir politique du prolétariat en 1917, et qui peut se permettre d'assumer ouvertement sa fonction de gestion et de conservation de ces rapports de production après la défaite du prolétariat mondial, Trotsky se fait le chantre d'un capitalisme d'Etat qu'il veut "démocratique".

Dès 1929, il est conduit à défendre l'intervention de l'Armée Rouge en Chine où le gouvernement de Tchang Kaï Tchek chasse les fonctionnaires russes chargés de gérer le tronçon du Transsibérien qui passe en territoire chinois et revêt une importance stratégique du point de vue de la défense du capital russe.

A cette occasion, il lance le mot d'ordre tristement fameux : "Pour la Patrie Socialiste Toujours, Pour le Stalinisme Jamais !" qui, sous un verbe radical :

- 1) masque le fait que bureaucratie stalinienne en URSS et exploitation capitaliste sont indissociables;
- 2) présente aux prolétaires qui, par définition, n'ont aucune patrie à défendre une justification parmi d'autres de leur massacre dans la deuxième guerre impérialiste;
- 3) trace la voie du soutien par les sections de la IVème Internationale et les groupes qui en sortiront, de l'impérialisme russe contre les autres.

antifascisme frontisme, syndicalisme,

Incapable de comprendre la nature de classe des partis communistes après avoir oeuvré lui-même à leur redressement et s'appuyant sur les tactiques social-démocrates reprises dès le IIème Congrès qu'il va développer à maintes occasions, que ce soit dans le cadre de l'Opposition de Gauche, de la Ligue Communiste Internationaliste ou de la IVème Internationale, Trotsky appuie toutes les fractions et organes bourgeois (PC, PS, syndicats, Républicains, Gauches socialistes de tous poils avec lesquels il tente de construire des organisations "révolutionnaires"...) qui, au nom de l'anti-fascisme, de la classe ouvrière, de la démocratie et parfois des trois en même temps, conduisent le prolétariat à la guerre.

Appelant au Front Unique du PC et du PS allemand dès 1930 qui, d'ailleurs se réalise quelques mois plus tard, appelant au Front Unique Ouvrier et à l'unité syndicale qui se réalise également en France, mettant en garde le prolétariat en Espagne contre toute tentative de "briser aujourd'hui le gouvernement Negrin... (ce qui ne servirait que le fascisme", n'épargnant ni conseils, ni les mises en demeure pour ensuite crier à la trahison, Trotsky appelle avant même que les fractions de la bourgeoisie n'aient pleinement conscience de ce qu'elles ont à faire pour dévoyer et canaliser les luttes ouvrières, au renforcement et à l'unité de la contre-révolution contre celle-ci.

Reprenant par ailleurs à la suite des bolcheviks, le mot d'ordre du "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", qui exprimait à l'époque l'illusion de ces derniers sur la possibilité pour une nation sous domination impérialiste de se libérer sans tomber sous la domination d'un autre impérialisme et qui n'avait pas eu de conséquences sur leur attitude internationaliste pendant la première guerre impérialiste, Trotsky et les groupes qui participent au Congrès de fondation de la IVème Internationale qualifient la guerre entre la Chine et le Japon comme guerre de libération nationale et soutiennent la Chine contre le Japon. Dès cette époque se trouvent ainsi posées les bases qui vont fonder le soutien actif ou simplement bon enfant, des groupes trotskystes aux luttes de libérations nationales, qui, à l'époque du capitalisme décadent sont autant de lieux d'affrontement entre les différents blocs impérialistes dans lesquels le prolétariat ne peut servir que de chair à canon.

Ce programme politique qui est adopté au Congrès de fondation de la IVème Internationale, rédigé par Trotsky lui-même, et qui sert de base de référence aux groupes trotskystes actuels, reprend non seulement les orientations et conceptions développées par Trotsky dans les années qui précèdent le tenue du Congrès (défense de l'URSS, front unique ouvrier, etc.) mais ne se différencie en aucune manière du programme minimum social-démocrate, rendu caduc par l'entrée du capitalisme dans sa phase de décadence.

Ensemble de revendications sur lesquelles "il faut mobiliser les masses" et qui devront être appliquées par un "gouvernement ouvrier" (?) on y trouve : "le contrôle ouvrier" (sur le capital ?), la revendication de "grands travaux publics", l'"expropriation de certaines branches de l'industrie parmi les plus importantes pour l'existence nationale" ou de certains groupes de "la bourgeoisie parmi les plus parasitaires", "un système unique de crédit, selon un plan rationnel qui corresponde aux intérêts de la NATION", "une banque étatique, unique" et autres débilités même pas digne du programme bourgeois de la gauche en France, mais on ne trouve nul part la destruction de l'Etat bourgeois, la dictature du prolétariat, la destruction de la concurrence, des nations, de l'échange, du salariat, bien que par ailleurs Trotsky et les trotskystes en reconnaissent la "nécessité".

Ce qu'il s'agit en fait pour Trotsky et ceux qui s'en réclament, c'est de moderniser et d'étatiser le capital, c'est d'appuyer les mesures que chaque capital national est amené à prendre plus ou moins rapidement pour affronter la concurrence mondiale dans les meilleures conditions.

Par ailleurs, à travers ce "programme", c'est toute la vision bourgeoise de la classe ouvrière, masse d'individus passive, à laquelle il faut présenter des carottes transitoires pour la voir se battre et avancer que Trotsky développe. Ce avec d'autant plus de force qu'après avoir participé lui-même activement au processus de dégénérescence qui a accéléré le reflux de la vague révolutionnaire ouvrant la voie à la contre-révolution, il s'est avéré incapable non seulement d'en saisir les racines et les formes, mais ses conséquences pour la classe ouvrière.

fractions communistes de Gauche et contre-révolution

Confrontées à la contre-révolution la plus profonde et la plus longue de toute l'histoire du mouvement ouvrier, les fractions Communistes de Gauche qui étaient apparues dans les années 20 et qui avaient lutté dès cette époque contre la dégénérescence de l'IC, se sont trouvées emportées elles aussi par le flux de la contre-révolution. C'est ainsi que les éléments de la Gauche Allemande qui furent pourtant parmi les premiers à s'élever contre le retour dans l'IC des tactiques social-démocrates et à rompre avec celle-ci, soit ont abandonné toute activité politique, soit sont tombés dans l'idéologie "conseilliste". C'est ainsi également que la Gauche Communiste Italienne, qui dès le IIème Congrès de l'IC s'était élevée contre la politique d'alliance avec les "centristes" et les sociaux-démocrates, malgré une claire compréhension de la période ouverte par la défaite du prolétariat et un travail important de clarification politique, est amenée après la guerre à se transformer en une secte invariante, se rapprochant de plus en plus du Trotskysme dont elle aura été pourtant pendant de longues années un des critiques les plus clairs-voiants.

Mais ces fractions communistes, qui, à la différence des groupes de l'"Opposition de gauche internationale", se développent dès les premiers signes de dégénérescence de l'IC et en sortent avant que celle-ci ne soit complètement morte comme organe prolétarien, ont pu se maintenir et lutter en tant que fractions prolétariennes plus longtemps que ne l'a fait l'"Opposition de gauche internationale", permettant au mouvement révolutionnaire qui renaît de s'en réclamer, bien que de façon critique.

L.L.

Dans un prochain article nous verrons quel rôle jouent et joueront de plus en plus au service du capital les groupes trotskystes qui sont issus de la IVème Internationale fondée en 38.

Les tâches présentes des révolutionnaires

(SUITE DE LA P. 1)

coup d'Etat d'un petit groupe de conspirateurs, les autres sur l'aide des "puissants" et sur la propagation de l'exemple donné par les éléments les plus conscients pour transformer la société. Marx lui-même et les courants marxistes du XIXème siècle et début du XXème siècle, n'ont pu donner que des éléments partiels de la réponse bien que, depuis le "Manifeste Communiste", les bases pour une compréhension correcte du problème aient été jetées : "...dans les diverses luttes nationales des prolétaires, ils (les communistes) mettent en avant et font valoir les intérêts communs du prolétariat tout entier, sans considération de nationalité ; d'autre part, dans les diverses phases de la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, ils représentent toujours l'intérêt du mouvement dans son ensemble. Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui stimule toutes les autres ; théoriquement, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien".

Effectivement, ce même "Manifeste", à côté de ces formulations très justes, en comporte d'autres qui montrent que les révolutionnaires de cette époque avaient tendance à identifier classe et parti. Une formule comme "la constitution du prolétariat en classe donc en parti politique" traduit la même confusion que celle qui était à la base des conceptions substitutionnistes des partis de la IIème Internationale et qu'on devait retrouver dans la IIIème Internationale particulièrement chez les bolcheviks. Les révolutionnaires de la période qui précède la Ière guerre mondiale, s'ils avaient fait leur la devise de l'AIT : "L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes" ne voyaient, pour la plupart, la prise du pouvoir par le prolétariat que comme la prise du pouvoir par le parti prolétarien. Les seuls exemples de révolutions qu'ils pouvaient analyser étant ceux des révolutions de la bourgeoisie où cette classe effectivement déléguait à des partis politiques la tâche de la prise du pouvoir, ces révolutionnaires ne pouvaient avoir une vision claire de cette question tant que la classe ouvrière elle-même n'avait pas fait sa propre expérience de la lutte pour le pouvoir. Et ce n'est qu'après la grande vague révolutionnaire qui commence en 1917 et particulièrement après l'instauration de la dictature du prolétariat en Russie, que les communistes ont compris que cette classe ne pouvait se conformer aux schémas des révolutions bourgeoises, que c'était elle, dans son ensemble, organisée en conseils ouvriers, qui pouvait seule exercer ce pouvoir. Simultanément, les communistes, particulièrement la gauche allemande, étaient en mesure d'élaborer une conception correcte de leur propre fonction dans la période présente et également de mieux comprendre rétrospectivement quel avait été le rôle des révolutionnaires dans la période précédente. Cependant, la terrible contre-révolution qui a suivi cette vague révolutionnaire est venue à bout de tous les courants communistes qui s'étaient dégagés de la IIIème Internationale au moment de sa dégénérescence : les uns ont complètement disparu dès les années 30 (gauche allemande), les autres, après un travail remarquable, se sont progressivement sclérosés comme la gauche italienne ou la gauche hollandaise adoptant sur cette question des conceptions complètement erronées soit par la canonisation des erreurs substitutionnistes du passé, soit par le rejet de toute nécessité d'une organisation des révolutionnaires. Sans entrer dans une définition détaillée de la fonction de l'organisation des révolutionnaires, ce qu'on peut aujourd'hui dégager, c'est que, produit de l'effort historique de prise de conscience du prolétariat et du caractère non homogène ni simultané de ce processus, elle est avant tout un instrument de la classe pour cet effort. Toute son activité doit être tendue vers l'approfondissement, l'accélération et la généralisation dans toute la classe de cette prise de conscience c'est-à-dire vers la disparition des conditions qui l'ont faite surgir dans l'histoire. "Pour accomplir cette tâche et de façon indissociable, l'organisation des révolutionnaires :

- participe à toutes les luttes de la classe dans lesquelles ses membres se distinguent comme les éléments les plus déterminés et combattifs,
- y intervient en mettant toujours au premier plan les intérêts généraux de la classe et les buts finaux du mouvement,
- pour cette intervention, et comme partie intégrante de celle-ci, elle se consacre de façon permanente au travail de réflexion et d'élaboration théorique, travail qui seul permet que son activité générale s'appuie sur toute l'expérience passée de la classe et sur ses perspectives d'avenir ainsi dégagées".

(Plateforme du CCI, Revue Internationale n° 5).

les conditions historiques de l'activité des révolutionnaires

La façon concrète dont les révolutionnaires sont appelés à remplir leur tâche dépend de deux ordres de conditions historiques : la phase dans laquelle se trouve le capitalisme lui-même comme mode de production particulier et le cours de la lutte de classe.

LA PERIODE HISTORIQUE DU CAPITALISME

En ce qui concerne le premier type de conditions, on peut distinguer principalement deux périodes : celle de pleine expansion du capitalisme qui couvre essentiellement le XIXème siècle et celle de décadence de ce système qui débute avec la Ière guerre mondiale. Dans la mesure où le capitalisme n'a pas encore épuisé toutes les possibilités de développement de la société qu'il recèle, deux caractéristiques fondamentales s'imposent à la lutte prolétarienne durant la phase ascendante de ce système : 1°) la révolution communiste n'est pas encore à l'ordre du jour, ses conditions objectives n'étant pas mûres ; 2°) le système est capable d'accorder des réformes dans le sens d'une amélioration des conditions de vie et de développement de la classe ouvrière. Dans ces circonstances, une des tâches fondamentales de la classe ouvrière est justement de lutter pour ces réformes (réduction du temps de travail, droit de grève et d'association, etc.). Mais, si la lutte pour l'aménagement de conditions moins inhumaines de l'exploitation qu'elle subit est à la base de son activité, le fait qu'elle soit non seulement la classe exploitée, mais également la classe révolutionnaire de la société capitaliste, fait que cette activité se conçoit en même temps comme préparation du devenir révolutionnaire de la classe. De fait, une des tâches fondamentales du prolétariat à cette époque consiste, à travers ses combats pour une atténuation de son exploitation, à développer son unité et organisation comme classe distincte des autres classes de la société. En particulier, une des premières étapes de la lutte de la classe, qui conditionne l'aptitude de celle-ci à assumer non seulement sa tâche historique de transformation de la société mais encore une défense cohérente de ses intérêts immédiats, est constituée par la rupture programmatique et organisationnelle avec les fractions les plus radicales de la bourgeoisie à côté desquelles elle a été amenée à lutter contre les vestiges de l'ordre féodal. De ce fait, une des tâches essentielles des travailleurs au XIXème siècle consiste en la constitution et le renforcement des syndicats et des partis ouvriers de masse, organes fondamentaux de la lutte pour des réformes économiques et politiques mais également de développement de son unité, de sa cohésion et de sa solidarité face à toutes les autres catégories sociales et en particulier la bourgeoisie. A cette époque, la fonction des révolutionnaires comme représentants des buts généraux et ultimes du mouvement se traduit donc par une participation active à cette organisation de la classe. Ainsi les éléments les plus avancés du prolétariat anglais et français qui, le 28 septembre 1864, fondent l'Association Internationale des Travailleurs, se fixent comme grand but cette unité et cette organisation de l'ensemble des travailleurs. De même, en Allemagne, c'est le parti social-démocrate, dans lequel sont regroupés les révolutionnaires, qui crée les syndicats dans lesquels vont s'organiser les masses prolétariennes.

Le fait que ces organisations de la classe, partis de masse et syndicats, existent, en premier lieu, comme instruments de luttes pour des réformes les conduit à une époque où la classe remporte effectivement des succès sur ce terrain, à favoriser en leur sein le développement d'illusions réformistes, c'est-à-dire de conceptions qui tendent à présenter le socialisme comme le résultat d'aménagements successifs du capitalisme et donc l'obtention de telles réformes comme le seul objectif de l'activité de la classe. Mais, comme ces réformes sont possibles et permettent au prolétariat une amélioration de ses conditions d'existence, ces organes restent des organes prolétariens malgré ces illusions et malgré le poids souvent prépondérant qu'y acquièrent les réformistes. De fait, pendant toute cette période, les révolutionnaires sont conduits à cohabiter avec les réformistes au sein de ces organismes qui continuent de constituer leur cadre principal de propagande en faveur de la perspective révolutionnaire.

Avec l'entrée du capitalisme dans sa phase de décadence, les conditions de l'activité de la classe se transforment de tout au tout. Devenu une lourde entrave au développement des forces productives en même temps qu'il a développées celles-ci à un niveau qui rend possible son dépassement, le capitalisme ne peut plus accorder de réforme véritable et place la classe ouvrière et l'ensemble de la société devant la seule alternative : socialisme ou barbarie. La seule amélioration réelle que puisse conquérir la classe ouvrière passe par la révolution communiste, seul pas progressif que puisse désormais accomplir la société.

De ce fait, toute organisation qui fonde son existence sur la lutte pour des réformes est nécessairement un instrument de mystification et d'encadrement de la classe ouvrière au service du capitalisme. Il en est ainsi de tous les syndicats et des partis de masse dits "ouvriers" qui, au cours de la Ière guerre mondiale, ont rejoint le camp de la bourgeoisie et qui, depuis lors, ne peuvent que rester sur ce terrain. Seule, une organisation qui trace comme unique perspective à la lutte prolétarienne actuelle la Révolution Communiste, qui dénonce avec intransigeance toutes les illusions réformistes peut se maintenir sur le terrain de la classe ouvrière. Toute autre organisation, y compris celles que peut se donner spontanément la classe contre les syndicats dans ses luttes de résistance contre l'aggravation de son exploitation, est appelée, si elle devient permanente, à être happée par le capitalisme, à être intégrée dans l'Etat qui, dans la décadence du système, tend à instaurer une domination de plus en plus totalitaire sur l'ensemble de la société. De ce fait, il n'y a plus de place aujourd'hui dans cette société pour un mouvement ouvrier de masse indépendant comme c'était le cas au siècle dernier. Dans la décadence capitaliste, les partis et courants prolétariens, contrairement à ceux de cette époque, sont nécessairement extrêmement minoritaires et ne peuvent avoir d'impact direct sur le mouvement de la classe que dans les périodes révolutionnaires ou pré-révolutionnaires. Par ailleurs, leur tâche ne saurait plus être d'organiser la classe ouvrière, laquelle se donne spontanément son organisation générale, les conseils ouvriers, quand l'affrontement décisif avec l'Etat capitaliste lui en impose la nécessité. Désormais, la fonction générale des révolutionnaires s'exprime à travers la tâche d'élaboration des positions politiques de la classe et de leur diffusion au sein de celle-ci, ce qui exclut, en premier lieu, toute participation où tout "entrisme" dans ces agences de l'Etat capitaliste en milieu ouvrier que sont les syndicats et tous les partis, qui, au nom des "réformes", du "moindre mal" ou même, d'un "programme de transition", tentent de donner aux luttes ouvrières d'aujourd'hui une perspective historique autre que celle de la Révolution.

LE COURS DE LA LUTTE DE CLASSE

L'autre ordre de conditions historiques qui, dans le cadre de leur fonction générale, dicte leurs tâches aux

révolutionnaires, est celui qui a trait au cours de la lutte de classe. Suivant qu'on se trouve dans une phase de développement et d'intensification des luttes prolétariennes, ou, au contraire, dans une phase de recul ou de sommeil de celles-ci, l'activité des révolutionnaires s'exerce de façon différente. Dans le premier cas, le rôle des révolutionnaires consiste à prendre la tête de ces luttes afin d'épanouir le plus possible leurs potentialités, de les conduire jusqu'au point le plus élevé permis par les conditions objectives dans lesquelles elles se déroulent. Dans ces circonstances, l'organisation des révolutionnaires tend à se développer et acquiert un impact direct sur l'activité immédiate de la classe. On peut alors parler de parti pour désigner cette organisation. Dans le second cas, l'organisation des révolutionnaires est contrainte de lutter à contre-courant d'une classe gagnée par l'apathie, la démoralisation et soumise de façon croissante au poids de l'idéologie bourgeoise. Dans ces conditions, cette organisation ne peut plus avoir un impact direct sur l'activité de la classe. De taille nécessairement plus réduite, sa tâche essentielle est de tirer les leçons des luttes et expériences précédentes de la classe afin de préparer les combats futurs constituant ainsi le "pont" entre l'ancien parti prolétarien emporté par le reflux et celui que ces luttes feront ressurgir.

Cette différence dans le mode d'activité de l'organisation des révolutionnaires suivant le cours de la lutte de classe s'applique autant dans la période ascendante du capitalisme que dans sa période de décadence. Ainsi, la Ligue des Communistes fondée en 1847 et qui participe activement aux luttes de 1848-1849 se dissout en 1852 après le reflux de ces luttes. Ses éléments les plus avancés (dont Marx et Engels) et qui sont restés en liaison autour d'activités beaucoup plus théoriques (le 1er livre du "Capital" paraît en 1864) se retrouveront à la fondation de l'AIT en 1864 quand la lutte amorce une nouvelle courbe ascendante. L'AIT elle-même meurt en 1876, après une agonie qui commence avec l'écrasement de la Commune de Paris et ce sont encore une fois des éléments qui se sont dégagés de cette organisation et ont tiré les leçons de son expérience (en particulier Engels, Liebknecht et Bebel) qui se retrouvent à la tête de la IIème Internationale fondée en 1889 dans un nouvel essor prolétarien. Dans l'époque de la décadence, les partis qui s'étaient donnés le prolétariat dans les périodes de montée des luttes, s'ils meurent comme organes de la classe quand celles-ci refluent, n'en disparaissent pas pour autant mais sont happés par le capitalisme. Il en est ainsi des partis de la IIème Internationale passés à la bourgeoisie au moment de la Ière guerre mondiale comme des partis de la IIIème Internationale qui, fondés au cours de la vague révolutionnaire qui suit cette guerre, abandonnent le camp prolétarien au milieu des années 20 avec le reflux de cette vague. Des premiers se sont dégagés les fractions de gauche (bolcheviks, spartakistes, etc.) qui, à travers toute une propagande à "contre-courant" de dénonciation de la guerre impérialiste, préparent la fondation en 1919 de l'Internationale Communiste, "Parti Mondial de la Révolution Socialiste". L'échec de l'énorme mouvement de la classe dont l'IC constitue l'avant-garde, entraîne à son tour la dégénérescence de cette organisation. Encore une fois, les fractions de gauche, après avoir tenté de s'opposer à cette dégénérescence, vont avoir pour tâche de sauvegarder et développer les acquis des expériences de la classe, afin de préparer, au milieu d'un isolement que la plus profonde contre-révolution de l'histoire a rendu de plus en plus total et tragique, le cadre programmatique et théorique du ressurgissement prolétarien de demain.

oOo

Dans la suite de cet article, nous verrons comment, à partir de l'analyse de la période actuelle, des conditions spécifiques d'aggravation de la crise et de développement de la lutte de classe, s'appliquent aujourd'hui les enseignements que l'expérience a permis de dégager sur le rôle des révolutionnaires.

C. G.

L'ORGANISATION DES REVOLUTIONNAIRES

Les extraits que nous reproduisons ci-dessous proviennent d'un article paru dans World Revolution n° 6, qui vise à éclaircir certaines incompréhensions qui sont à la base de l'existence de groupes tels le CWO (Communist Worker's Organization) en Grande-Bretagne (ou le PIC en France), qui, bien que se maintenant sur les mêmes positions de classe fondamentales que le CCI, persistent à trouver maintes justifications à leur existence séparée : "la seule façon dont le CWO puisse justifier son existence est de trouver de plus en plus de divergences" avec le CCI. Et comme ces divergences ne sont pas basées sur l'expérience réelle de la lutte de classe, elles ne peuvent qu'être artificielles et dangereuses" (World Revolution). En fait, comme le CCI l'a toujours affirmé, la différence réelle qui sépare ces groupes du CCI porte sur la question de l'organisation internationale des révolutionnaires, dont ces groupes sont loin d'avoir compris tous les aspects, toute la nécessité. Un de ces groupes, le CWO, vient de publier une tentative de clarification de cette question (Revolutionary Perspectives n° 3), où ils exposent leurs "divergences" avec le CCI, qui portent essentiellement sur trois points : sens du parti, organisation interne du parti et rapport entre parti et classe.

Nous reprenons ici la clarification apportée par nos camarades anglais sur deux de ces points, comme contribution à la lutte contre la confusion, pour le renforcement de l'organisation des révolutionnaires.

le surgissement du parti

Le CWO, comme les tribus primitives, justifie son existence en s'appuyant sur l'autorité d'un mythe. Selon ce mythe, le CCI se serait lancé dans une course effrénée pour "construire le parti dès aujourd'hui", en recrutant n'importe qui dans ses rangs, sur la base de différents "points minimum". Pour le CWO, le CCI n'est "qu'une fédération de groupes nationaux, ayant chacun une plateforme politique différente". Par contraste avec ce "mic-mac opportuniste", le CWO (au prix de rester plus restreint pour le moment) défendrait lui la véritable clarté en insistant sur la nécessité d'une plateforme plus homogène comme base de regroupement.

Avant de continuer à voir quels sont les arguments du CWO, il doit être clairement établi que leur vision de l'évolution du CCI provient tout droit du royaume des légendes. Le CCI n'a pas été raccommoqué artificiellement sur la base de "points minimum". Il est le fruit de presque dix années de discussions continues et de clarification entre les groupes qui forment aujourd'hui le CCI, pour définir les frontières de classe fondamentales qui séparent une organisation prolétarienne d'une organisation bourgeoise. Le CCI est le point culminant d'un long processus, souvent ardu, pour clarifier les questions de l'organisation, de la nécessité du regroupement et de la centralisation. Après cinquante ans de contre-révolution, une organisation centralisée ne pouvait pas surgir toute faite du néant. La centralisation internationale devait être apprise en pratique, et le courant est loin d'avoir terminé son apprentissage - à l'intérieur d'un cadre qui rejette catégoriquement toute forme de fédéralisme, en théorie ou en pratique. Le CCI est une organisation internationale unique, dont les différentes sections sont entièrement subordonnées au tout.

La croissance du courant est le résultat direct de sa capacité à agir comme un pôle de regroupement cohérent et organisé à l'échelle internationale. Les nouveaux éléments s'intègrent dans le courant sur la base d'un accord fondamental sur l'orientation et les principes de base. C'est cette clarté de définition de ces principes de base qui nous permet d'affirmer que les différences qui existent entre le CWO et nous (fondements de la décadence du capitalisme, l'Etat dans la période de transition) sont des raisons tout-à-fait insuffisantes pour justifier l'existence d'une organisation séparée.

Revenons aux arguments du CWO sur le surgissement du parti. A partir des exemples des révolutions russe et allemande, ils attaquent une conception fautive, a-dialectique, qui serait commune aux stalinien, aux trotskystes, aux bordiguistes, aussi bien qu'au CCI : selon cette conception erronée, le succès de la révolution d'octobre serait dû à la capacité de Lénine de forger le parti avant que la révolution n'éclate. De même, l'échec de la révolution allemande pourrait être expliquée par l'incompréhension de Luxembourg, qui n'avait pas su construire le parti à temps.

Ainsi, les "staliniens, les trotskystes, les bordiguistes"... et le CCI aboutiraient tous à la même conclusion volontariste : nous devons construire le parti maintenant pour être préparés.

Nous ne voulons pas perdre de temps à réfuter l'amalgame que fait le CWO entre notre analyse du problème du parti et le verbiage réactionnaire de tendances bourgeoises telles que le stalinisme, le trotskysme, etc... Nous ne discuterons pas non plus du fait que la clarté politique défendue par le groupe bolchevique était une condition indispensable de leur capacité de fonctionner comme parti révolutionnaire en 17. Ni du fait que les erreurs de Luxembourg sur l'organisation reflétaient les difficultés de tout le prolétariat allemand à rompre avec la social-démocratie et à former un nouveau parti de classe. A partir de cette vision, il est clair que la tâche principale des révolutionnaires aujourd'hui est de constituer un pôle politique clair, autour duquel le parti futur pourra se constituer.

Ce dont nous discuterons par contre, c'est de la séparation artificielle que fait le CWO entre la défense d'une politique claire que doivent assumer les minorités révolutionnaires, et leur travail de regroupement à l'échelle la plus large possible. Même dans les périodes de réaction la plus noire, la lutte pour le regroupement des forces révolutionnaires a toujours été la marque de la clarté politique des groupes communistes. Les bolcheviques, parallèlement à la lutte qu'ils menaient pour défendre le marxisme contre toutes les déviations de leur époque (terrorisme, menchevisme, social-patriotisme, etc...) avaient tous leurs efforts vers le développement de leur organisation, établissant de nouveaux contacts, gagnant des éléments des autres tendances. Ce travail n'était que l'expression pratique de leur compréhension de la nécessité d'un courant révolutionnaire strictement organisé, ayant une influence active dans la classe ouvrière. D'un autre côté, les hésitations de Luxembourg à rompre avec la social-démocratie n'étaient pas seulement une expression de l'immaturité de la classe ouvrière allemande, mais aussi un facteur actif dans la confusion. Le fait est que, aussi bien la défense de positions politiques claires que la lutte pour construire une organisation prolétarienne sont des facteurs actifs du surgissement du parti révolutionnaire, et sont indissociables. Il est clair que le parti ne peut être "construit" par la simple volonté des révolutionnaires ; le parti est un produit du mouvement réel de la classe, et les révolutionnaires ne peuvent que jeter les fondements du parti sur le terrain d'une lutte de classe qui s'approfondit, d'une élévation générale de la conscience de classe. Mais la détermination des révolutionnaires à développer l'organisation révolutionnaire est un élément vital, indispensable au surgissement du parti. Défendre abstraitement la "clarté" sans cette détermination révèle une attitude passive quant au pôle des minorités révolutionnaires, et une véritable manque de clarté sur les besoins organisationnels de la classe.

le parti et les conseils

Le CWO a raison d'attaquer les différentes réponses formalistes qui sont données au problème du substitutionisme mises en avant après la dégénérescence de la IIIème Internationale et du parti bolchévique. Le fétichisme des formes démocratiques et pire encore le rejet de tout groupement politique, ne sont d'aucun secours contre le substitutionisme. La véritable clé du problème, comme le dit le CWO, réside dans l'activité d'ensemble de la classe, dans sa participation consciente à tout le processus révolutionnaire. Le gouffre qui sépare les bolcheviques de 17 des bolcheviques de 21 ne peut être expliquée qu'ainsi : le parti n'a fini par se "substituer" réellement à la classe que lorsque les masses ont plus ou moins quitté la scène de la révolution. Mais le CWO a tort d'affirmer que c'est un cadre suffisant pour comprendre le problème. Une fois ce cadre établi, il faut encore voir comment les idées substitutionnistes des bolcheviques, héritage de la période précédente du mouvement ouvrier, ont pesé matériellement lors du reflux de la lutte révolutionnaire des masses. Ces idées ont accélééré le déclin du parti bolchevique et le développement de la contre-révolution. C'est pourquoi les révolutionnaires doivent aujourd'hui non seulement insister sur le fait que l'action d'ensemble de la classe est, en dernière instance, la seule garantie contre le substitutionisme et la dégénérescence, mais aussi proposer un certain nombre de mesures concrètes qui, en servant de l'expérience de la révolution russe, peuvent aider à prévenir toute tendance substitutionniste au sein du parti. Par exemple, nous devons insister sur le fait que ce sont les conseils ouvriers et non le parti qui contrôlent les armes et les appareils de répression.

De même, nous critiquons l'idée, largement répandue dans les soviets russes, selon laquelle les délégations d'usine au soviet se font sur des "listes de parti", en d'autres mots, que les ouvriers votent pour des candidats de parti, à la manière des élections parlementaires locales. De telles pratiques tendent à encourager une attitude passive de la part de la classe ouvrière, et une délégation de responsabilité effective au parti. Pour nous, l'important est que l'ensemble des ouvriers discutent de tous les problèmes de base de la révolution, et que leurs délégués se fassent les porteurs consciencieux des décisions des assemblées de base. Cette affirmation du fait que les délégués aux conseils sont élus en tant qu'ouvriers et non en tant que membres

du parti, nous a valu de la part du CWO une accusation d'ouvriérisme. Selon le CWO, "les communistes ne peuvent accepter une délégation qu'en tant que représentants de la volonté claire et sans ambiguïté de la classe ouvrière communiste".

Ceci pose immédiatement une question ; si la classe ouvrière a une volonté claire et communiste, pourquoi y aurait-il un parti ? Après tout, la seule raison d'exister du parti est le manque d'une conscience claire et communiste de la majorité de la classe. Le parti est précisément une partie de la classe. Il participe à toutes les luttes de la classe, pour aider ces luttes à parvenir au but communiste final. Tant que le mouvement général d'une grève est positif, les communistes ne voient aucune objection à travailler dans un comité de grève élu par l'assemblée des ouvriers. De même pour les conseils ouvriers dans une période révolutionnaire. Tant que l'orientation générale est positive, tant qu'ils sont des expressions du mouvement vers le communisme, les membres du parti seront au service des conseils, et en tant que délégués des conseils, seront responsables devant les ouvriers qui les auront élus. Bien sûr, "les communistes refusent de faire des concessions sur leurs positions" : ils expriment clairement leurs perspectives générales à leurs camarades ouvriers, et abandonnent leur délégation s'il y a conflit direct entre les décisions de ceux qui les ont élus et le programme communiste. Mais les communistes auront le devoir de défendre leurs positions à tous les niveaux du système de conseils. L'idée que met en avant le CWO selon laquelle les communistes ne seront délégués que lorsque les ouvriers seront communistes est un pur non-sens, une position absurde qui ne peut mener le parti qu'à une abstention sectaire de toute lutte réelle de la classe.

C. D. WARD

Dans le prochain numéro de RI, nous publierons les critiques portant sur le troisième point : "la structure interne de l'organisation révolutionnaire" : ne faisant pas de différence entre les positions de classe tranchées par l'expérience du prolétariat et les points qui ne peuvent être qu'ouverts à la discussion, le CWO en vient en effet à proscrire tout droit de tendance ou de fraction à l'intérieur de l'organisation. Nous verrons comment une telle attitude, qui les a conduit à découvrir de nouvelles frontières de classe (justification de leur existence séparée) ne peut mener qu'à la sclérose ou à la paralysie, et en tout cas qu'à se couper de la lutte réelle de la classe.

dernières publications

PIATTAFORMA DELLA C.C.I.

INTERNATIONALISM N°9

Manifesto of ICC

The spirit of detente haunts Angola

Bangladesh : Graveyard of nationalist Myths

Yugoslavia and "Self-Managing Socialism"

China : Financing the new celestial

Empire

The american bourgeoisie against the

crisis (I)

ACCION PROLETARIA N°8

"Reformas", "rupturas" : castillos en

el aire

Vitoria : la alternativa proletaria

El resurgir internacional de la lucha

de clases

Los sindicatos "democráticos" en Italia

INTERNATIONALISME N° 5 - juin 76

Editorial

Il est moins cinq pour le capital ;

le PSB vient à la rescousse.

La nécessité de l'organisation des

révolutionnaires.

La crise en Italie : la nouvelle

décadence de Rome.

Lutte des idées contre lutte des

classes : l'anarchisme.

Cambodge : un an de "libération

nationale", un an de contre-révolution.

"Pour", ou le populisme des quatre

sous.

publications du c.c.i.

ACCION PROLETARIA (Espagne)

Ecrire à l'adresse de RI.

INTERNACIONALISMO (Venezuela)

Ecrire à l'adresse de RI.

INTERNATIONALISM (U.S.A.)

P.O. Box 961

Manhattanville Station

365, West 125 St.

INTERNATIONALISME (Belgique)

210 Amerikalei

2000 Antwerpen

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE (Italie)

Ecrire à l'adresse comme suit :

Sandro Saggiaro

Casella Postale 85/6

35 100 Padova

WORLD REVOLUTION (Grande-Bretagne)

Ecrire à l'adresse comme suit :

B.M. Box 869

London WC 1V 6XX

brochures

PLATEFORME DE REVOLUTION INTERNATIONALE

(réédition de la plateforme de 1972)

BROCHURES A PARAITRE

Grèves sauvages et syndicats

La décadence du capitalisme

La question nationale

La crise

LES MILLE ET UNE FAÇONS DE SOUTENIR UN ETAT CAPITALISTE CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

Les difficultés que traverse l'économie russe ne s'expliquent pas à travers les conditions spécifiques -politiques ou conjoncturelles- du pays, qu'on les attribue à une "mauvaise" gestion ou à de "mauvaises" conditions (climatiques ou autres).

Au contraire, les problèmes auxquels l'URSS se trouve confrontée ne peuvent se comprendre qu'en fonction de la tourmente de la crise mondiale du capitalisme dans laquelle le capitalisme russe se trouve lui-même plongé. Telles sont les leçons de la situation actuelle, développées par des articles antérieurs (RI n° 23, "Surproduction, pénurie et classe ouvrière"; cf. également RI n° 26, "Un Xème plan d'exploitation accélérée"). Les mécanismes de cette crise engendrent des caractéristiques générales qui, présentes partout, se retrouvent également en URSS, même si certaines (chômage, inflation) sont camouflées de différentes manières.

A ces phénomènes généraux s'ajoute l'incapacité de satisfaire la demande intérieure, trait qui ne fait que traduire la faiblesse particulière du capitalisme russe. Dans ce contexte se développe une pénurie de plus en plus chronique de produits alimentaires de base : pain, lait et surtout viande. Cette faiblesse ne constitue pas une cause essentielle de la crise mais ne fait que rendre plus sensibles les effets de celle-ci.

Face aux diverses manifestations de la crise, s'attaquant toutes au niveau de vie des travailleurs (hausse des prix, baisse des salaires, disette). Un autre facteur s'avère clairement établi : c'est l'existence d'importantes luttes ouvrières en URSS qui, comme ailleurs, expriment des bases et des revendications de classe.

la nature des luttes ouvrières

A l'appui de ces faits interviennent deux séries d'éléments :

- de la mutinerie de l'équipage du contre-torpilleur "Storojevoï" dans la Baltique jusqu'à la grève sauvage des dockers de Riga en passant par l'explosion de colère des ménagères de Kiev et de Rostov-sur-le-Don, de récents événements ont confirmé l'importance des troubles sociaux devant la situation économique actuelle de l'URSS;
- d'autre part, la parution d'un article signé M. Holubenko sur "la classe ouvrière russe" dans la revue trotskyste "Marx ou Crève" apporte témoignage et illustration de l'intensité des luttes prolétariennes en URSS après la mort de Staline.

L'intérêt de cet article est d'une part de constituer une source majeure d'informations sur les expériences et les formes de lutte du prolétariat russe, d'autre part, à travers ces informations, de contredire absolument les analyses de certains : ceux-là même qui portent la responsabilité de la publication de l'article, les trotskystes.

Alors que ceux-ci prétendent que les manifestations du prolétariat russe revêtent un caractère purement "politique" contre une "bureaucratie" assumant la responsabilité "d'une mauvaise direction d'un Etat ouvrier" qu'il suffirait de renverser pour instaurer le "vrai socialisme", l'article d'Holubenko atteste que "la très grosse majorité des grèves connues se sont produites en réaction à une attaque directe des conditions de vie de la classe ouvrière, suite à une décision de la direction de l'entreprise de baisser les primes, d'élever les normes de travail et donc de baisser les salaires ou en protestation contre des pénuries alimentaires". Les grèves qui se produisent dans la région de Sverdlovsk en 1969, à Vladimir en 70, dans la région de Cheliabinsk

(71), à Kiev (72), Vytebsk (73) et qui parvinrent jusqu'à Moscou et Leningrad pendant l'hiver 73 où il y eut des arrêts de travail dans des chantiers de construction, étaient toutes dirigées contre l'attaque des salaires. D'autres atteintes au niveau de vie des ouvriers déclenchèrent des émeutes : de mauvaises conditions de logement provoquèrent des troubles à Kiev en 69 ; des grèves surgirent contre la pénurie alimentaire dont les plus importantes furent celles de Sverdlovsk en 69, de Krasnodar dans le Kouban et de Gorky.

Tous ces faits démontrent indiscutablement la nature économique des revendications du prolétariat russe en réaction à des rapports d'exploitation.

le trotskysme contre le prolétariat

En se référant à l'article d'Holubenko, "Inprecor", organe de presse de la IVème Internationale, qualifie ces luttes ouvrières de "développement d'un large mouvement anti-bureaucratique", les réduisant à une protestation contre la "mauvaise gestion" de l'équipe dirigeante. Face à cette assertion, deux facteurs doivent être clairement dégagés :

- L'activité organisée d'une classe sur un terrain économique donc revendicatif implique l'existence d'une lutte des classes, imposée par des rapports sociaux d'exploitation. Prétendre le contraire constitue une pure aberration, du point de vue marxiste.
- L'existence même de luttes ouvrières sur un terrain de classe ne peut qu'être conditionnée par des rapports de production capitalistes -le capitalisme étant le seul mode de production de l'histoire à faire de la classe exploitée la classe spécifiquement révolutionnaire.

Tout autre point de vue théorisé -comme celui des trotskystes en particulier- offre un caractère anti-prolétarien : il revient à défendre l'idée que la classe ouvrière doit aménager ses conditions d'exploitation alors qu'il s'agit pour elle de les détruire. En niant la nécessité d'une révolution so-

cialiste en URSS et en posant que le problème est celui d'un simple changement de direction, il défend la thèse qu'il y aurait une "bonne gestion" possible du capitalisme, et partant, une meilleure façon d'exploiter le prolétariat.

Il amène, sous couleur de "défense de l'Etat ouvrier russe" à défendre les intérêts d'un pays capitaliste contre d'autres et, surtout, en invitant les ouvriers russes à "protéger les conquêtes de la révolution d'Octobre", il sème des illusions au sein du prolétariat au profit du capitalisme en général.

Le prolétariat russe n'a aucune "conquête socialiste" à défendre car le dépassement des rapports de production capitalistes est conditionné par le surgissement d'une révolution prolétarienne à l'échelle mondiale.

Le trotskysme ne peut qu'ignorer le poids de la contre-révolution dont il est lui-même le produit au même titre que son frère aîné, le stalinisme : l'écrasement de la révolution mondiale dans les années 20-30 a amené le prolétariat russe, avant-garde révolutionnaire du mouvement prolétarien, à subir le plus terrible reflux de toute l'histoire du mouvement ouvrier (cf. l'article sur le trotskysme), et a fait de l'URSS le coeur même de la contre-révolution triomphante.

le capitalisme d'état en URSS

Cet échec en période de décadence capitaliste a conduit le prolétariat russe à payer un lourd tribut, en raison même de la faiblesse économique de l'URSS : celui de se voir imposer la forme la plus rigide et la plus répressive de capitalisme d'Etat. Mais ce caractère particulier qui supprime toute médiation dans l'affrontement entre la classe ouvrière et l'appareil d'Etat ne change pas la nature de classe de ce rapport, -tant pour la classe ouvrière dont les luttes répondent aux mêmes conditions d'exploitation, aux mêmes nécessités et aux mêmes intérêts que dans tous les autres pays du monde que pour ceux qui, dans l'Etat, assument la défense des intérêts du capital national.

A l'époque khrouchtchevienne, de nombreuses réductions de salaires ouvriers et des augmentations fréquentes et dramatiques des produits de première nécessité constituèrent la contrepartie d'une politique gouvernementale tendant à favoriser la paysannerie pour tenter de développer la productivité très faible de l'agriculture. La classe ouvrière réagit par des grèves et des émeutes très dures, comme la répression qui s'abattit sur elle (les plus importantes explosions prolétariennes connues eurent lieu dans la région de Novocherkassk, dans le Donbass et à Kemerovo dans le bassin industriel sibérien du Kouzbass). Seule l'emprise dirigiste et directe de l'Etat capitaliste russe, accompagnée de l'atomisation qu'il permet sur la classe ouvrière explique la forme plus violente qu'ailleurs que revêtent les luttes prolétariennes, ainsi que la rigueur de leur répression (1).

Dès les atteintes du renforcement de la crise des années 69-70, les salaires furent à nouveau réduits et les prix recommencèrent à grimper. De violentes grèves y répondirent dont il semble que les plus importantes se produisirent dans la zone d'industries lourdes, située au sud de l'Ukraine, en automne 72. Depuis le début de cette période, les grèves n'ont pas cessé de se manifester de façon sporadique.

A l'heure où l'accroissement de la productivité aux dépens de la classe ouvrière se pose comme nécessité impérative pour toutes les bourgeoisies nationales où le capital russe est amené à s'inspirer de plus en plus des méthodes modernes de gestion occidentales et où la forme d'encadrement du prolétariat russe fait pâlir d'envie les dirigeants d'entreprise et les syndicats italiens, ces bourgeoisies trouvent dans le trotskysme un ardent et précieux allié. En attribuant les mesures prises par l'Etat capitaliste à la "corruption bureaucratique", le trotskysme assume la tâche essentielle de masquer la nécessité d'une révolution sociale en URSS et de tenter de dissocier les intérêts du prolétariat russe, isolé par la chape de plomb de son appareil d'Etat, de ceux -identiques- de l'ensemble du prolétariat mondial.

Y. D.

(1) Les caractéristiques de l'affrontement entre la classe ouvrière et l'appareil d'Etat ainsi que les possibilités et les limites d'adaptation de cet Etat seront le thème essentiel d'un article ultérieur.

réunions ouvertes

REVOLUTION INTERNATIONALE organise régulièrement des réunions ouvertes et des permanences à Paris et dans plusieurs villes de province : Auxerre, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Marseille, Rouen, Toulouse.

Les réunions ouvertes mensuelles de Paris seront interrompues pendant les mois de juillet et août. La prochaine réunion ouverte de la section de Paris aura lieu le 11 septembre à 17 h, au 27, avenue de Choisy (salle verte, 1er étage) Paris 13me.

Les permanences sont maintenues pendant le mois de juillet, tous les samedis, à 17 h au même endroit. Elles reprendront normalement en septembre.

Pour tout renseignement concernant les autres réunions ouvertes et les permanences des sections de province, écrire à : R. I., B. P. 219, 75827 Paris, Cedex 17.

ERRATUM :

Dans le n° 26 de notre journal, dans l'introduction de l'article "Cambodge Après la Libération" (p.5) des paragraphes ont été intervertis : les trois paragraphes de la fin de l'introduction sont à lire au début.

REVOLUTION INTERNATIONALE est le groupe français du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL.

Le C.C.I. se revendique des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches Allemande, Hollandaise et Italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

Le rôle de l'organisation de révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs" mais de participer activement à la généralisation des luttes communistes et de la conscience révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.

Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes basés sur la loi de la valeur, tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, Bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

Toutes les formes de "fronts populaires", "fronts unis", "résistance antifasciste", comme la participation au parlement bourgeois sont des mystifications réactionnaires et des moyens de désarmer la classe ouvrière. Le rôle spécifique de ces activités, c'est d'entraver le processus qui mène à l'autonomie de la classe ouvrière et donc à la révolution prolétarienne.

Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un con-

trôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

NOTRE ACTIVITE

L'inévitable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

